

green accountability platform

Renforcer la transparence, l'inclusion et la redevabilité dans le domaine de la finance climatique: exemples du Bangladesh, du Brésil, du Cameroun, du Mexique et du Sénégal

Janvier 2026





Remerciements

Cette publication a été élaborée sous l'égide de la **Green Accountability Platform**, un consortium dirigé par le **World Resources Institute**, **SouthSouthNorth**, et la **Commission Huairou**. Sa production a été rendue possible grâce au soutien du **Partenariat mondial pour la redevabilité sociale** (GPSA) de la Banque mondiale. Le GPSA facilite la collaboration entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics, tout en encourageant l'engagement des citoyens dans le but de trouver des solutions aux problèmes liés au développement, de renforcer la reddition de comptes et d'améliorer la gouvernance sectorielle.

Cette publication a été élaborée grâce à la généreuse collaboration des bénéficiaires de la Communauté de pratique de la Green Accountability Platform de cinq pays où le projet est mis en œuvre. Nous souhaitons tout d'abord remercier les partenaires qui ont offert leur temps, leurs idées et des documents détaillés sur les initiatives

présentées, et qui ont participé à divers entretiens et échanges tout au long de ce processus. Nous exprimons notre gratitude aux équipes du World Resources Institute (WRI) pour leurs conseils et analyses contextuelles, ainsi que du Partenariat mondial pour la responsabilité sociale (GPSA) pour leurs précieuses contributions tout au long de la préparation du rapport. Nous remercions également SouthSouthNorth (SSN) d'avoir facilité l'accès à des documents et soutenu la participation des partenaires, contribuant ainsi à l'analyse.

Enfin, nous exprimons notre gratitude aux organisations de la société civile qui appuient la Green Accountability Platform mais ne sont pas citées dans ce rapport. Une liste complète des bénéficiaires qui œuvrent au renforcement de la redevabilité en matière de finance climatique figure à l'annexe jointe à ce rapport.

Auteure: Romy Chevallier

Table des matières

Liste des acronymes	1
Introduction	3
ÉTUDE DE CAS 01 Faire progresser l'égalité des sexes dans la sphère de la finance climatique au Cameroun	5
ÉTUDE DE CAS 02 Permettre aux municipalités Camerounaises de se doter d'une gouvernance climatique participative	9
ÉTUDE DE CAS 03 Renforcer l'engagement citoyen dans la gouvernance des écosystèmes de mangroves au Sénégal	12
ÉTUDE DE CAS 04 Plaider pour une transition énergétique juste et transparente au Sénégal	15
ÉTUDE DE CAS 05 Faire progresser l'action climatique conduite par les communautés des zones côtières du Bangladesh	19
ÉTUDE DE CAS 06 Renforcer la voix des communautés pour des marchés du carbone et des projets REDD+ plus redevables au Brésil	23
ÉTUDE DE CAS 07 Promouvoir le fédéralisme climatique et l'équité budgétaire au Brésil	27
ÉTUDE DE CAS 08 Faire entendre la voix des plus marginalisés lors des processus d'élaboration des politiques climatiques au Mexique	30
ÉTUDE DE CAS 09 Un observatoire Mexicain du financement climatique pour une meilleure transparence	34
Conclusion	39
Annexe	41





Liste des acronymes

ADD	Association pour le développement de Diaoulé	Enda ECOPOP	Espaces de co-production des offres populaires pour l'environnement et le développement
BDT	Bangladeshi Taka	FBMC	Fórum Brasileiro de Mudança do Clima (<i>Forum brésilien sur le changement climatique</i>)
BEDS	Bangladesh Environment and Development Society	FPAmb	Frente Parlamentar Ambientalista (<i>Front parlementaire de l'environnement</i>)
CAJUST	Citoyens Actifs pour la Justice Sociale	CLPE	Consentement libre, préalable et éclairé
CCNAP	Plan national d'adaptation au changement climatique	GAP	Green Accountability Platform
CEVA	Comissão Estadual de Validação e Acompanhamento (<i>Commission nationale de validation et de contrôle</i>)	GFLAC	Grupo de Financiamiento Climático para América Latina y el Caribe (<i>Groupe du financement climatique pour l'Amérique latine et les Caraïbes</i>)
CFA	Climate Finance Action Group	GPSA	Partenariat mondial pour la redevabilité sociale
CIPCRE	Cercle international pour la promotion de la création	HC	Commission Huairou
CNS	Conselho Nacional de Populações Extrativistas (<i>Conseil national des populations extractivistes</i>)	IFD	Indice du financement durable
COMINSUD	Initiative communautaire pour le développement durable	IIFD	Indice infranational du financement durable
CdP	Communauté de pratique	INAI	Instituto Nacional de Transparencia, Acceso a la Información y Protección de Datos personales (<i>Institut national pour la transparence, l'accès à l'information et la protection des données</i>)
COP30	30 ^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique	NESC	Instituto de Estudos Socioeconômicos (<i>Institut d'études socio-économiques</i>)
COPINA	Communauté de pratique sur les innovations et solutions vertes et bleues dans les zones humides en Afrique	PA-CL	Populations autochtones et communautés locales
OSC	Organisation de la société civile		
DF	Dataful		
EECO	Espacio de Encuentro de Culturas Originarias (<i>Espace de rencontre des cultures indigènes</i>)		

JETP	Just Energy Transition Partnership (Partenariat pour une transition énergétique juste, PTEJ)	PRAAN	Réseau participatif de recherche et d'action
LEAF	Lowering Emissions by Accelerating Forest Finance Coalition (Coalition pour la réduction des émissions par l'accélération du financement forestier)	REDD+	Réduire les émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
PNA	Plan national d'adaptation	SEMARNAT	Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales (<i>Secrétariat de l'Environnement et des Ressources naturelles</i>)
NOCQ	Nouvel objectif collectif quantifié	SNGM	Stratégie nationale de gestion des mangroves
CDN	Contribution déterminée au niveau national	SSN	SouthSouthNorth
NSEcoEco	Núcleo de Economía Socioambiental e Ecológica (<i>Centre d'économie socio-environnementale et écologique</i>)	TMX	Transparencia Mexicana (<i>Organisation mexicaine pour la transparence</i>)
OCCAP Clim	Observatoires citoyens pour les collectivités amies du climat	UCAF	Union Climate Action Forums
OFC	Observatorio de Financiamiento Climático (<i>Observatoire de la finance climatique</i>)	CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
OPIRJ	Organização dos Povos Indígenas do Rio Juruá (<i>Organisation des peuples autochtones de Juruá</i>)	VELEC	Volontaires endogènes pour la lutte contre les effets du changement climatique
PACTEJ	Plateforme des acteurs de la société civile pour une transition énergétique juste au Sénégal	WFAC	Women for a Change
PNT	Plataforma Nacional de Transparencia (<i>Plateforme nationale de transparence</i>)	WRI	World Resources Institute
ERP	Évaluation rurale participative		



Introduction

Le paysage mondial de la finance climatique continue de pâtir d'un manque d'informations claires, cohérentes et accessibles sur les flux de financement. En conséquence, de nombreuses communautés ignorent la manière dont les fonds climatiques sont alloués, comment y accéder, et s'ils répondent effectivement à leurs besoins. Alors que les impacts du changement climatique s'intensifient et que les débats se poursuivent sur les volumes et la qualité des fonds affectés à la crise climatique, il est plus important que jamais de veiller à ce qu'ils soient utilisés de manière responsable, intègre et efficace. La société civile peut jouer un rôle essentiel à cet égard. En permettant aux citoyens de participer et d'influencer les décisions sur la manière dont les financements climatiques sont administrés, alloués, dépensés et contrôlés, la redevabilité verte contribue à

ce que les systèmes de finance climatique soient non seulement plus efficaces, mais aussi plus équitables.

La **Green Accountability Platform** (GAP) a été lancée par le **World Resources Institute** (WRI), **SouthSouthNorth** (SSN) et la **Commission Huairou** (HC), en collaboration et avec le soutien du **Partenariat mondial pour la redevabilité sociale** de la Banque mondiale, qui a précédé **l'Alliance pour la société civile et l'innovation** (CIVIC). Entre octobre 2024 et décembre 2025, la GPA a offert un financement stratégique à 25 organisations de la société civile (OSC) travaillant en première ligne de l'action climatique, afin de renforcer la participation citoyenne, d'améliorer l'accès aux informations pertinentes sur le climat, le contrôle des financements climatiques et de partager des stratégies et des outils



permettant de tester les approches en matière de redevabilité verte dans divers contextes.

Opérant au Bangladesh, au Brésil, au Cameroun, au Mexique et au Sénégal, ces organisations contribuent à améliorer la transparence, s'agissant des fonds affectés à la lutte contre les effets du climat, à renforcer les mécanismes de reddition de comptes aux communautés et à plaider en faveur de réformes politiques prenant mieux en compte leurs réalités locales et les priorités climatiques nationales.

Ces efforts, présentés plus en détail ci-dessous, témoignent du fait que les stratégies mises en œuvre au niveau communautaire permettent un contrôle plus étroit de la législation sur le climat et l'environnement, une affectation des dépenses publiques dans un but écologique et une confiance accrue entre les gouvernements et les communautés les plus touchées par le changement climatique.

La Green Accountability Platform couvre plusieurs domaines thématiques et soutient une communauté de pratique (CdP) ainsi que trois groupes d'affinité, consacrés à:

- La promotion de la transparence grâce à un meilleur accès aux données et aux systèmes d'information.
- L'amélioration du plaidoyer et de l'engagement dans les processus de politique climatique.
- La montée en puissance de la redevabilité par des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière de finance climatique.

Ce compendium présente neuf études de cas illustrant diverses formes de redevabilité verte dans divers contextes nationaux et locaux. Chaque exemple reflète un angle thématique, une approche de plaidoyer et un modèle de rapprochement avec les institutions gouvernementales. Ces études montrent toutes de quelle façon les initiatives communautaires contribuent à influencer les systèmes de finance climatique dans le but de les rendre plus transparents, inclusifs et équitables. Une méthodologie qualitative est appliquée tout au long de ce rapport, couvrant l'étude des politiques nationales, de publications spécialisées en ligne, de documents de projet, l'exploitation des entretiens menés avec les coordinateurs et les bénéficiaires de projets, et des réflexions tirées des échanges au sein des Groupes d'affinité de la CdP. Une telle approche favorise la présentation d'études de cas bien contextualisées, permettant de documenter et de synthétiser les meilleures pratiques et de tirer des enseignements visant à renforcer la transparence, l'inclusion et la redevabilité en matière de finances et de politiques climatiques. Une analyse plus concise des principales conclusions est fournie dans la note d'orientation.

“Renforcer le rôle des acteurs de la société civile dans la finance climatique.”

01

Étude de cas

 Cameroun

Faire progresser l'égalité des sexes dans la sphère de la finance climatique au Cameroun

Au Cameroun, l'organisation Wfac a contribué à l'avancée de l'égalité hommes-femmes dans le domaine de la finance climatique en créant des coalitions intersectorielles pour promouvoir le dialogue, ainsi que des produits de communication destinés à améliorer la compréhension au niveau communautaire dans une perspective de genre et en participant aux dialogues nationaux et régionaux pour plaider en faveur des priorités communautaires.



Éléments de contexte

Selon le [Rapport sur l'écart entre les hommes et les femmes de 2025](#), établi par le Forum économique mondial, le Cameroun se classe au 93^e rang sur les 148 pays étudiés, classement qui traduit les disparités persistantes entre les sexes, qu'il s'agisse de l'accès aux ressources, de la participation à la vie économique et politique, du niveau d'éducation ou de la santé. Ces inégalités sont exacerbées par la faible intégration des considérations de genre dans les politiques publiques nationales, constat aggravé par l'instabilité politique et en général par les difficultés au niveau de la gouvernance. L'espace civique est également sous pression: [CIVICUS Monitor](#) attribue une note de 26 sur 100 au Cameroun en 2024, et met en lumière, dans son [rapport 2025](#), plusieurs irrégularités observées lors de l'élection présidentielle.

Le Cameroun est également de plus en plus vulnérable au changement climatique: le pays connaît de graves inondations, des sécheresses et un déclin de la production

agricole¹. Il est admis que les femmes sont touchées de manière disproportionnée par ces catastrophes²; cependant, les débats nationaux sur l'adaptation sensible au genre et l'accès des femmes aux financements climatiques restent limités. La voix des femmes, en particulier dans les communautés marginalisées et autochtones, est rarement écoutée lors des processus d'élaboration des politiques, bien qu'elles possèdent d'importantes connaissances dans le domaine de l'adaptation³.

Certes, le gouvernement a exprimé son intention d'incorporer des considérations sensibles aux questions de genre et concernant les jeunes dans les politiques climatiques; mais les résultats se font toujours attendre. La possibilité est donc offerte aux OSC de remodeler le discours national sur la finance climatique pour mettre en relief les questions de genre, et promouvoir une plus grande redevabilité en ce sens.

1. Lotsmart Fonjong et Regina Ndip Zama, "[Climate change, water availability and the burden of rural women's triple role in Muyuka, Cameroon](#)", *Global Environment Change* 82, (2023).
2. Fonjong and Zama "Changement climatique."
3. CIVICUS, "[CAMEROUN : Les peuples autochtones devraient être à l'avant-garde de notre propre mouvement et parler en notre nom](#)" CIVICUS, August 2, 2022.



Approches novatrices

L'organisation **Women for a change** (Wfac) s'efforce de remédier aux déséquilibres entre les sexes en plaçant les femmes au centre de l'action climatique, et en veillant à ce que leurs nécessités et leurs contributions aux solutions climatiques soient prises en considération dans les politiques climatiques et les mécanismes de financement.

Pour faire progresser le débat sur le lien entre dimension de genre et finance climatique, un groupe de travail multisectoriel a été créé – le **Groupe d'action pour la finance climatique** (AFC) – composé de 20 membres issus des secteurs de la finance et de la santé, de la sphère universitaire, des médias et de la société civile. Ses réunions mensuelles sont l'occasion d'échanges d'expériences; un suivi de la situation est assuré et des opportunités peuvent être identifiées; en outre, des rencontres sont régulièrement organisées avec les structures étatiques. De l'avis de nombreuses parties prenantes, notamment les institutions de microcrédit, une telle initiative permet d'introduire de nouveaux concepts et d'intégrer la dimension de genre dans la planification financière.

L'organisation Wfac s'est appuyée sur un processus participatif pour élaborer un manuel de finance climatique destiné à permettre au grand public de mieux comprendre de quoi il s'agit. Cette publication vulgarise les concepts généraux de finance climatique, promeut l'engagement communautaire et met en contexte les actions utiles en faveur du financement du climat au niveau communautaire (cf. recyclage des déchets, réutilisation du plastique, ou pratiques agricoles durables). Cet outil participatif, né de la communauté, simplifie une terminologie complexe en faveur de la redevabilité. Il est disponible en plusieurs langues, de sorte que les pays d'Afrique centrale peuvent y accéder. Il s'agit enfin d'une ressource précieuse à la disposition des communautés pour suivre et influencer les décisions liées au climat.

Wfac a également élaboré des notes d'orientation faisant le lien entre la finance climatique et l'égalité des sexes d'une part, et l'agriculture et la sécurité alimentaire d'autre part, ainsi que d'autres questions liées à l'eau, l'assainissement, la santé reproductive et l'hygiène menstruelle. Ces



Photo: Manifestation de jeunes - Efforts de Wfac en matière de dignité menstruelle. Images reproduites avec l'aimable autorisation de Wfac.

notes appellent à l'institutionnalisation de mécanismes de redevabilité participatifs afin que les communautés puissent accéder à l'information et peser sur les décisions budgétaires.

Par ailleurs, Wfac a contribué à la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN) et au **Plan national d'action pour la résolution 1325** (PNA) en collaborant avec le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable et le ministère de l'Autonomisation des femmes et de la famille. En 2025, les membres du groupe AFC ont participé

aux réunions des organes subsidiaires de la CCNUCC en Allemagne et au deuxième Sommet africain sur le climat en Éthiopie, renforçant ainsi les liens entre les activités de plaidoyer locales et les dialogues régionaux et mondiaux sur le climat.

Wfac développe également l'apprentissage en ligne grâce à sa plateforme [gShe](#). Cette plateforme, qui promeut l'éducation des

jeunes à la santé sexuelle et reproductive, propose aussi des modules sur les questions de genre et la finance climatique. Grâce à des partenariats avec des journalistes, des médias et des influenceurs, l'organisation organise également des actions de sensibilisation et encourage l'engagement des citoyens en faveur d'une finance climatique sensible au genre.



Impact significatif

L'organisation Wfac parvient, par le biais de coalitions, d'actions de plaidoyer et d'engagement politique, à améliorer la compréhension de la finance climatique au niveau national, et ce à travers un prisme local et féministe. L'attention que les médias portent à la contribution des femmes à l'action climatique s'est considérablement accrue, en particulier par le biais des médias sociaux et d'articles de journaux (voir par exemple une vidéo diffusée sur les médias sociaux, CBS Radio Buea FM 95,30 MHz, accessible [ici](#)). Cette initiative a renforcé la confiance entre les communautés et les jeunes dans l'optique d'une participation accrue aux débats sur les politiques. Elle a également favorisé la collaboration entre les OSC et promu un virage des modèles de gouvernance, non plus descendants mais préconisant une redevabilité participative,

comme cela est observable à travers l'ouverture du gouvernement à l'engagement des OSC et une sensibilisation politique accrue à la corrélation entre genre et climat. Ce travail a permis de renforcer les capacités des OSC en matière de budgétisation, de suivi et d'établissement de rapports tenant compte de la problématique hommes-femmes, dans le cadre des CDN, du PNA et d'autres documents comme les plans d'action nationaux pour l'égalité de genre. Wfac a également mis en place des coalitions faisant le lien entre les actions locales et les mécanismes de redevabilité régionaux et mondiaux, et veille à ce que la voix des femmes à la base soient écoutées et prises en compte dans les processus de réformes du financement climatique à différents niveaux.



Photo: Atelier de promotion des actions en matière de finance climatique au Cameroun en amont de la COP30. Image reproduite avec l'aimable autorisation de Wfac.



Enseignements tirés et voie à suivre

Le travail de l'organisation Wfac est la preuve que les OSC féministes peuvent influencer sur le secteur de la finance climatique, et transformer les processus technocratiques en une démarche participative et fondées sur la justice. Avec la création de cette coalition intersectorielle et d'outils pour l'engagement, Wfac parvient à intégrer les principes de redevabilité, d'inclusion et d'égalité des sexes dans l'architecture de la finance climatique du Cameroun.

La simplification des concepts relatifs à la finance climatique par le biais d'exemples contextualisés permet une plus grande participation du public ; parallèlement, l'intégration d'une analyse féministe est le moyen de mettre au jour les obstacles systémiques et de faire en sorte que les systèmes financiers répondent mieux aux besoins des femmes. En outre, la collaboration multisectorielle favorise l'apprentissage partagé. À cet égard, les plateformes numériques servent à soutenir la participation des jeunes, indépendamment des barrières géographiques et politiques, comme le montre d'ailleurs la plateforme **gShe**.

Les réseaux d'OSC qui collaborent à la gouvernance du climat, et dont le dynamisme est à noter, ont été un facteur porteur. Ces

alliances ont permis de renforcer la solidarité, d'amplifier les messages de plaidoyer et de rendre les gouvernants et les donateurs comptables de leurs décisions. Elles contribuent aussi à créer un changement culturel et à faire que la redevabilité soit perçue comme collective et participative, et non plus comme un processus vertical et descendant.

Wfac s'est forgée une bonne réputation dans le domaine de l'égalité hommes-femmes, et possède un bon pouvoir de convocation des diverses parties prenantes qui ainsi se réunissent pour débattre des questions de transparence et d'inclusion. Grâce à son approche féministe et centrée sur la communauté, elle inspire confiance, tout en renforçant l'engagement en faveur de la démocratie et en faisant progresser la justice climatique. Surtout, en inscrivant ses initiatives dans la même logique que celles des grands instruments internationaux – **l'Accord de Paris**, la **Déclaration et le Programme d'action de Beijing** et les **Coalitions d'action de Génération égalité**, l'organisation peut asseoir sa légitimité et bénéficier du soutien des partenaires internationaux, consolidant par là même sa position au sein de la gouvernance climatique nationale et mondiale.



Permettre aux municipalités Camerounaises de se doter d'une gouvernance climatique participative

Au Cameroun, l'organisation CIPCRE renforce la participation citoyenne au sein des municipalités de plusieurs manières: elle établit des cartographies des risques climatiques, a mis en place une plateforme locale de redevabilité environnementale et créé un réseau de volontaires pour la mise en œuvre de mesures pratiques d'adaptation.



Éléments de contexte

Dans le monde entier, les autorités locales jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'action climatique⁴. Elles administrent ou supervisent des secteurs essentiels tels que l'aménagement du territoire, l'eau, les déchets et les infrastructures, qui ont une incidence directe sur l'adaptation, la résilience et les émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit également de grands services publics qui sont à la croisée des enjeux en matière de durabilité environnementale et de lutte contre le changement climatique. En tout état de cause, ces domaines sont particulièrement vulnérables aux changements et risques climatiques, mais insuffisamment intégrés dans la planification, la budgétisation et les décisions d'investissement au niveau municipal.

En dépit des problèmes sécuritaires et des contraintes budgétaires, le processus

de décentralisation a progressé au Cameroun grâce à une série de réformes institutionnelles destinées à rapprocher les autorités gouvernementales des citoyens⁵. Découlant du **Code général des collectivités territoriales décentralisées**, ces réformes ont conduit à l'élargissement des compétences municipales et à la création de conseils régionaux dans chacune des dix régions, maintenant responsables de la gestion de leur propre budget et des priorités de développement. Si le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation est maintenant en place, le niveau des dotations budgétaires, la qualité de la gouvernance locale et la pleine participation des citoyens demeurent des bases essentielles pour que ces réformes soient au service d'un développement territorial durable et résilient face au changement climatique.



Approches novatrices

Pour aider les municipalités à élaborer et mettre en œuvre des budgets climato-résilients, le **Cercle international pour la promotion de la création** (CIPCRE) a lancé un projet visant à renforcer la participation des citoyens et la reddition de comptes dans les systèmes de gouvernance locale et à

établir des mécanismes communautaires d'engagement et de suivi de l'action climatique.

Ce projet est mis en œuvre dans cinq communes du pays, Bafoussam I, Bafoussam III, Foumbot (ouest), Mandjou (est), et

4. Estibaliz Sanz, Lorenzo Chelleri, Aline Chiabai, Maria José Sanz, **Enhancing local governance for climate action: A guiding conceptual framework**, *Urban Governance*, Volume 5, Issue 4, 2025, Pages 455-465.

5. Business in Cameroon, **"Cameroon decentralization 2018-2025: progress made but autonomy still limited,"** 1^{er} octobre 2025.

Ngaoundéré III (Adamawa), sélectionnées en raison de leur vulnérabilité sur le plan climatique.

Citons, parmi les principaux domaines d'innovation du CIPCRE, les suivants:

1. Désignation de points focaux municipaux pour le climat, habilités à coordonner les alertes précoces et les interventions, en collaboration avec la société civile. Le CIPCRE organise aussi des ateliers de sensibilisation à l'intention des maires, des conseillers municipaux et du personnel en vue de faciliter l'intégration des risques climatiques dans les plans de développement et les budgets.
2. Mise en place des Observatoires citoyens pour les collectivités amies du climat (OCCAP-Clim) destinés à suivre les investissements climatiques au niveau local et les performances municipales, notamment à l'aide de fiches de résultats et de tableaux de bord standardisés.
3. Réseau de Volontaires endogènes pour la lutte contre les effets du changement climatique (VELEC), chargés de mettre en œuvre des mesures d'adaptation pratiques, telles que le reboisement ou de protection contre les inondations.
4. Cartes physiques et numériques des risques climatiques, dressées en collaboration avec les citoyens, les dirigeants locaux et le personnel technique afin d'étayer l'élaboration des plans d'adaptation municipaux.
5. **Plateforme** locale en ligne de redevabilité environnementale, rassemblant des données en temps réel, rendant accessibles les informations climatiques et budgétaires dans des formats simplifiés, et permettant une communication transparente, structurée et permanente entre les habitants de la collectivité locale et les responsables municipaux.
6. Préparation et diffusion de matériel pédagogique, d'affiches, de fiches de résultats et d'autres outils pour que les citoyens puissent se familiariser avec l'adaptation et le financement local du climat.

De telles interventions, et plus encore si elles sont conjuguées, peuvent permettre aux municipalités de s'orienter vers un modèle plus structuré et participatif de gouvernance climatique. Ainsi, les données peuvent être exploitées, les citoyens devenir des partenaires actifs et les risques climatiques intégrés plus systématiquement dans la planification et l'allocation des moyens au niveau local.



Photo: Élèves de l'école publique de Vava travaillant avec les volontaires endogènes.



Photo: Étudiant d'un établissement d'enseignement public de Gada-Dang et des éleveurs de bétail travaillant avec les volontaires endogènes. Images reproduites avec l'aimable autorisation de CIPCRE.



Impact significatif

Grâce au travail réalisé, le CIPCRE accompagne le dialogue et la collaboration entre les citoyens et les autorités locales, démontrant que l'action climatique décentralisée peut être transparente, inclusive et ancrée dans la redevabilité. Les élus locaux exploitent désormais les données sur les risques climatiques, produites grâce aux efforts de collaboration sur le terrain et basées sur la réalité, pour éclairer leurs décisions d'investissement et prioriser les interventions en matière d'adaptation.

Par l'entremise d'OCCAP-Clim et grâce aux VELEC, les collectivités opèrent un suivi plus direct des investissements municipaux et engagent des mesures locales pour faire face aux risques climatiques. Grâce à des exercices participatifs, des cartes des risques climatiques ont pu être établies dans les cinq municipalités précitées, et les VELEC

ont mis en œuvre des mesures renforçant la résilience dans les zones déboisées et inondables. Des campagnes ont été lancées permettant de sensibiliser divers publics, tout en aidant les citoyens à mieux comprendre les enjeux climatiques et à agir en conséquence.

Le plaidoyer mené auprès des autorités locales a contribué à renforcer la confiance et l'engagement institutionnel, en même temps que les capacités techniques et organisationnelles des municipalités. Les évaluations participatives des risques, combinées à des outils numériques tels que les tableaux de bord communautaires et les plateformes de redevabilité en ligne, font que les données climatiques locales peuvent désormais être exploitées tant par les décideurs politiques que par les citoyens.



Enseignements tirés et voie à suivre

Le travail de plaidoyer mené en amont et de façon continue auprès des autorités locales s'est avéré capital pour instaurer la confiance et obtenir l'adhésion politique, et ainsi permettre que les mécanismes de redevabilité climatique soient intégrés dans les structures municipales au lieu de fonctionner en parallèle. Le projet a également mis en évidence l'efficacité accrue des évaluations participatives des risques lorsqu'elles sont complétées par des outils faciles à utiliser, notamment des tableaux de bord numériques, des fiches de suivi et des cartes communautaires, qui rendent les données climatiques compréhensibles et utilisables par les élus et les citoyens. La pérennisation de ces mécanismes communautaires, une fois le projet terminé, a nécessité la mobilisation du personnel municipal et des réseaux de bénévoles existants, le but étant, en outre, de diminuer les coûts et de favoriser l'appropriation locale.

Cependant, la capacité limitée des autorités locales ne permet pas encore l'intégration du suivi climatique dans les processus de planification. Parallèlement, le manque

d'accès aux données et la fragmentation des informations budgétaires sont des freins au contrôle efficace des citoyens. La faible autonomie financière des municipalités limite leur marge de manœuvre s'agissant du maintien des mécanismes de redevabilité, alors que les chevauchements institutionnels et la lenteur des procédures administratives retardent souvent leur mise en œuvre. En outre, la participation des citoyens reste irrégulière, en particulier dans les municipalités relativement isolées comme Mandjou et Ngaoundere. S'agissant des phases suivantes de l'initiative, la priorité reste d'assurer la viabilité à long terme des mécanismes communautaires et de renforcer l'institutionnalisation de la gouvernance climatique participative.

À l'avenir, le CIPCRE envisage d'élargir les mécanismes participatifs d'évaluation des risques climatiques à toutes les municipalités, d'appuyer l'adoption officielle de stratégies municipales d'adaptation au changement climatique conformément aux cadres régionaux et d'offrir aux gouvernements locaux un accès direct aux financements climatiques.

03

Étude de cas

Sénégal

Renforcer l'engagement citoyen dans la gouvernance des écosystèmes de mangroves au Sénégal

Au Sénégal, Enda ECOPOP a contribué à améliorer la gouvernance et la mise en œuvre partagées de solutions climatiques en mettant en place une communauté de pratique pour améliorer la gestion nationale des mangroves, en nouant des pactes et partenariats avec les autorités locales et en promouvant une plateforme d'alerte citoyenne.



Éléments de contexte

Face à la dégradation rapide des écosystèmes côtiers et riverains, le Sénégal a adopté sa première **Stratégie nationale de gestion des écosystèmes de mangroves 2023-2027 (SNGM)** afin de protéger et de restaurer l'un des atouts naturels les plus précieux du pays. Les mangroves sous-tendent l'économie locale et la résilience des communautés, fournissent des services écosystémiques essentiels tels que la séquestration du carbone, la filtration de l'eau, la protection des côtes et des moyens de subsistance: pêche, ostréiculture, apiculture et écotourisme⁶. Pourtant, ces écosystèmes sont de plus en plus menacés par l'érosion, la pollution et les activités non durables.

Même si la Constitution sénégalaise consacre le principe de participation et si le rôle des diverses parties prenantes est explicitement reconnu dans la SNGM, l'engagement citoyen et l'appropriation locale restent limités. Le faible accès à l'information et l'absence d'inclusivité des processus politiques sont deux des facteurs qui compromettent la qualité et la transparence de la gouvernance

climatique et environnementale, ainsi que la redevabilité dans ce domaine. Le renforcement de la participation à la prise de décisions en matière environnementale est l'un des douze engagements pris par le Sénégal dans le cadre du **Partenariat pour un gouvernement ouvert (OGP)**. Néanmoins, la sensibilisation à l'environnement est encore peu présente dans les programmes scolaires, ce qui entraîne que les jeunes n'ont pas les connaissances de base nécessaires pour revendiquer leur droit de participer.

Des avancées récentes sont à signaler, notamment l'adoption de la **loi n° 14/2025 sur l'accès à l'information**; nonobstant, les données climatiques et environnementales ne sont que rarement disponibles dans les langues nationales, ce qui ne permet pas leur exploitation pratique. De telles faiblesses montrent qu'il est urgent de doter la société civile et les communautés des connaissances, des outils et des plateformes nécessaires pour comprendre les processus écologiques, influencer les politiques et mobiliser l'action collective pour une gestion durable des mangroves au Sénégal.



6. PNUE, **"Se pencher sur la beauté et les bienfaits des mangroves"**, 25 juillet 2023.



Innovative Approaches

Pour améliorer la gouvernance inclusive, le ministère de l'Environnement a invité plusieurs OSC à soutenir la mise en œuvre de la SNGM. En réponse, l'organisation **Enda ECOPOP** (Espaces de coproduction des offres populaires pour l'environnement et le développement) se propose de sensibiliser les citoyens au changement climatique et de renforcer la participation des OSC à la mise en œuvre et au suivi de la SNGM. Ces efforts permettent d'aligner les activités mises en œuvre localement sur les politiques nationales.

Les parties prenantes ont élaboré conjointement un plan d'opération, aboutissant au renouvellement des pactes



partagée et en suivi participatif. Au cours de la formation, des outils ont été proposés, notamment le **Global Mangrove Watch** et Yécité (plateforme d'alerte citoyenne d'Enda ECOPOP, destinée à améliorer le suivi communautaire et le partage de données sur la biodiversité). Les parties prenantes ont également été formées aux concepts de gouvernance partagée, de cogestion opérationnelle et sur le contenu de la SNGM. De plus, Enda ECOPOP a élaboré un guide pour promouvoir la participation des citoyens à la gestion des mangroves dans les aires marines protégées. Une **vidéo** a été produite en français et wolof pour expliquer et mieux divulguer la SNGM.

En partenariat avec le Centre d'éducation et de formation environnementale (CEFE) et d'autres OSC, plus de 7000 élèves et enseignants des communes de Joal-Fadiouth, Saint-Louis et Mbodiène ont suivi des ateliers d'éducation environnementale et effectué des visites de terrain pour mieux connaître les mangroves. Les enseignants ont également reçu du matériel permettant d'insérer la thématique environnementale dans les programmes scolaires.

Par ailleurs, d'autres ateliers ont été mis sur pied en collaboration avec les autorités départementales, des OSC et des groupes vulnérables, notamment les habitants du village de Doune Baba Dièye, acculés à se déplacer à cause du climat. Ils ont permis la formulation de diverses recommandations, par exemple afin que les ostréiculteurs participent aux débats nationaux et que les risques de pollution des zones côtières par les hydrocarbures soient mieux reconnus.



Photo: Atelier d'éducation environnementale à Saint-Louis. Image reproduite avec l'aimable autorisation d'Enda ECOPOP.

sociaux d'engagement entre les OSC, les communautés et les autorités locales, ce qui permet d'officialiser les partenariats pour la mise en œuvre et le suivi conjoints de la SNGM. Chaque pacte social s'articule autour de six phases:

1. analyse conjointe des enjeux locaux;
2. signature de déclarations d'engagement;
3. élaboration de plans d'action;
4. mobilisation des partenaires financiers;
5. mise en œuvre d'actions citoyennes, notamment de suivi; et
6. évaluation et échange de connaissances.

Un programme de formation à l'intention des parties prenantes locales a permis de renforcer les compétences en éducation environnementale, en gouvernance



Photo: Lancement de la communauté de pratique sur les solutions vertes et bleues pour la gestion des zones humides. Images reproduites avec l'aimable autorisation d'Enda ECOPOP.

Enda ECOPOP promeut également l'apprentissage entre pairs et l'innovation : elle a facilité la mise en place d'une communauté de pratique sur les innovations et les solutions vertes et bleues dans les zones humides en Afrique (COPINA), qui rassemble 150 institutions étatiques et non étatiques de 15 pays africains. Le travail se fait en collaboration avec la Direction des aires marines communautaires protégées afin de créer une synergie entre les connaissances scientifiques et locales sur la finance climatique, la gouvernance des zones humides et leur restauration. Le Sénégal accueillera le prochain **Congrès mondial des aires marines protégées (IMPAC 6)** en 2027. Coïncidant avec la conclusion de la SNGM, le congrès IMPAC 6 sera un rendez-vous à ne pas manquer où seront présentés, aux participants nationaux et internationaux, toutes les bonnes pratiques tirées du projet et les enseignements retenus, notamment à travers de la COPINA.



Impact significatif

Dans l'ensemble, le projet a permis de renforcer la collaboration institutionnelle, la cohérence des politiques nationales et leur application, faisant progresser la gouvernance partagée et la transparence dans la gestion du climat et de la biodiversité.

Les pactes sociaux renouvelés à Saint-Louis et à Mbour sont un soutien à l'engagement civique en faveur de la protection des mangroves. Les programmes scolaires de certaines zones cibles comportent désormais un volet relatif à l'éducation environnementale. La SNGM a également été vulgarisée par le biais d'ateliers, de vidéos et de guides à l'intention des citoyens, améliorant ainsi l'accessibilité communautaire.

Plusieurs membres de la COPINA, représentant une quinzaine de pays africains – dont le Bénin, la Gambie, la Guinée, le Sénégal et la Mauritanie –, travaillent à une meilleure gestion des connaissances et à une harmonisation entre les stratégies étatiques et les actions communautaires. La création de la COPINA a favorisé l'innovation locale et l'intégration des expériences africaines dans les dialogues internationaux sur la gouvernance du climat et de la biodiversité.



Enseignements tirés et voie à suivre

Cette initiative est la preuve que les acteurs de la société civile jouent un rôle crucial : faisant la liaison entre les institutions publiques et les communautés, ils contribuent ainsi à ce que les priorités locales soient davantage prises en considération lors de l'élaboration des politiques publiques. Les CdP favorisent l'apprentissage continu, la collaboration et les améliorations adaptatives dans la gouvernance des ressources naturelles ; parallèlement, l'éducation environnementale demeure nécessaire à la prise de conscience des citoyens pour faire avancer l'écologie durable et inciter au changement

de comportement. L'appropriation communautaire a pu être renforcée une fois que les politiques publiques ont été rendues plus accessibles, notamment en étant traduites dans les langues locales et diffusées sous des formats simplifiés. Dans le même temps, les pactes sociaux se sont avérés des outils de redevabilité précieux, favorisant un lien de confiance plus étroit entre les institutions gouvernementales, les OSC et les communautés. Enfin, les partenariats partagés et les outils numériques, par exemple Yécité, ont appuyé la transparence, la responsabilité collective et la pérennisation des interventions.

04

Étude de cas

Plaider pour une transition énergétique juste et transparente au Sénégal

L'organisation CAJUST a œuvré pour une transition énergétique juste au Sénégal en permettant aux communautés de formuler leurs requêtes en matière de justice climatique, en organisant des dialogues pour mettre au point un pacte de gouvernance équitable des ressources, et en sensibilisant l'opinion par le biais d'action de plaidoyer diffusées à travers les médias locaux.



Éléments de contexte

Le Sénégal est en train de devenir un pays producteur de pétrole et de gaz à part entière, et le nouveau pouvoir exécutif a annoncé qu'il comptait prioriser les recettes pétrolières et gazières⁷. Alors que les impacts du climat se font de plus en plus ressentir (cf. inondations fréquentes endommageant les moyens de subsistance dans les zones du nord et de l'est du pays), ce changement de cap suscite quelques inquiétudes s'agissant de l'équilibre qu'il convient de préserver entre visées économiques et engagements climatiques⁸.

Le Sénégal vient également de signer un **Partenariat pour une transition énergétique juste** (PTEJ) de 2,5 milliards d'euros, visant à améliorer l'accès de tous à l'électricité et à créer un secteur de l'énergie inclusif et décarboné. Bien que le PTEJ offre au pays la possibilité de progresser vers ses objectifs climatiques, sa mise en œuvre pose question⁹. Les citoyens s'interrogent sur leurs moyens d'accès à l'information et de participation concernant le portefeuille d'investissement et la gouvernance du PTEJ. Ils ont fait observer qu'une grande partie du financement était proposée sous forme de prêts, et non de mécanismes concessionnels, ce qui n'est pas sans incidence sur le niveau d'endettement¹⁰. En réponse, le gouvernement a pris des

mesures visant à renforcer la participation et a institué un Comité directeur du PTEJ, coprésidé par le ministère de l'Environnement et du Développement durable et le ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines, ainsi qu'un organe de surveillance multipartite.

L'interaction entre les activités extractives et le PTEJ a une incidence directe sur les moyens de subsistance des communautés côtières et agricoles. Par exemple, l'approbation du projet gazier offshore du Grand Tortue Ahmeyim a conduit à l'interdiction temporaire de la pêche artisanale dans les eaux environnantes¹¹. La constante dégradation de l'environnement dans des zones de Saint-Louis, Fatick et Thiès, exposées à l'érosion côtière, à la salinisation et aux inondations, est une menace pour les écosystèmes marins et la productivité agricole. Même si le gouvernement a mis en place un mécanisme de règlement des différends, y compris une ligne téléphonique pour déposer plainte, les désaccords persistent autour des zones d'accès proches des plates-formes offshore. Face aux acteurs de l'industrie qui, pour se justifier, invoquent les risques pour la sécurité, les pêcheurs locaux soutiennent que les zones de pêche dont ils sont exclus sont parmi les plus riches.

7. Phillip Lemmerich, "The Next Fossil Fuel Trap?" Climate Justic Central, April 2024.

8. Africanews, "Production Starts at Senegal's First Offshore Oil Project," January 2024,

9. SouthSouthNorth, "Country Lessons in Piloting Accountability Mechanisms for Climate Action," May 26, 2025,

10. Aida Diop, Nafi Quarshie Fatima Diallo, "Senegal's JETP: Lessons, Challenges and Opportunities and the Role of Civil Society," Natural Resource Governance Institute, December 2024,

11. Elimane Haby Kane, "Economic Opportunity or Imminent Disaster?" Rosa Luxembourg Stiftung, June 27, 2023,

Le narratif autour de la transition énergétique demeure controversé. De nombreuses parties prenantes perçoivent l'élimination progressive des combustibles fossiles comme un discours venu de l'occident qui va à l'encontre des aspirations du pays en matière de développement. Pour leur part, les communautés insistent sur le fait que la croissance économique ne doit pas se faire au détriment des personnes vulnérables.

Le cheminement du Sénégal vers un avenir énergétique juste et climato-résilient repose sur la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne aux systèmes de gouvernance : les retombées doivent également profiter aux populations rurales et côtières, mais sans aggraver les inégalités liées au climat.



Innovative Approaches



L'organisation **Citoyens actifs pour la justice sociale** (CAJUST) travaille à sensibiliser le public au PTEJ en veillant à ce que les citoyens aient accès à l'information, aux plateformes de prise de décisions et aux formations en matière de plaidoyer. Elle défend également un suivi ouvert des flux financiers liés au PTEJ et aux CDN, mobilisant à cet effet les membres des communautés pour qu'ils scrutent les dépenses et organisant des espaces décisionnels inclusifs pour les groupes sous-représentés. CAJUST promeut aussi la décentralisation des CDN en favorisant leur intégration dans les plans de développement local.

Les groupes particulièrement ciblés sont: les communautés de pêcheurs menacées par la restriction de l'accès aux zones de pêche; les populations côtières confrontées à l'élévation du niveau de la mer et à l'érosion; les agriculteurs touchés par la salinisation des sols, l'accès limité à l'électricité, et

l'impact de l'exploitation gazière ou minière; et les femmes, les jeunes et les personnes handicapées souvent exclus des processus de consultation.

CAJUST a permis aux communautés vulnérables de présenter leurs demandes de justice climatique en ouvrant des plateformes de dialogue et de plaidoyer. À Saint-Louis, un forum a été créé pour les personnes déplacées afin que leur voix soit entendue et que des processus de réinstallation plus sûrs et plus dignes leur soient offerts. À Thiès, elle a soutenu l'élaboration d'un plan de plaidoyer communautaire axé sur la gestion durable des ressources maritimes et agricoles. À Fatick, CAJUST a animé un forum pour les femmes, abordant diverses questions, notamment l'accès à l'eau et à l'énergie, ainsi que les impacts de l'érosion côtière sur les communautés insulaires.



Photo: Forum communautaire de personnes déplacées à Saint-Louis. Image reproduite avec l'aimable autorisation de CAJUST.



Photo: Forum communautaire centré sur les femmes à Fatick. Image reproduite avec l'aimable autorisation de CAJUST.

Par ailleurs, trois séries de forums communautaires ont été organisées avec les autorités locales, les dirigeants communautaires et les représentants religieux dans les régions extractives, qui ont rassemblé plus de 700 bénéficiaires. CAJUST a également convoqué un dialogue multipartite à Thiès, réunissant communautés, ministères, parlementaires, élus locaux, le Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz (COS-PETROGAZ), et des entreprises telles que la Société pétrolière du Sénégal (PETROSEN) et Eramet Grande Côte. Ces efforts ont conduit à un pacte social pour une gouvernance

transparente et équitable des ressources, appelant à la création d'un fonds de développement local financé par 1 % du chiffre d'affaires annuel des compagnies pétrolières et gazières. Une note d'orientation politique, décrivant les priorités communautaires pour le PTEJ, sera publiée prochainement. Enfin, CAJUST a organisé deux tables rondes politiques, l'une avec la commission de l'Assemblée nationale et l'autre pour un dialogue interministériel, le but étant d'assurer la poursuite de l'engagement, tant du côté du gouvernement que des acteurs de la société civile.



Impact significatif

CAJUST a permis aux communautés de faire entendre leurs demandes, d'appeler à une plus grande transparence des financements climatiques, d'améliorer la mise en œuvre des CDN et la redevabilité du PTEJ, et de plaider pour des actions telles que la restauration des mangroves dans le delta du Saloum. Les communautés échangent maintenant avec les autorités locales et les médias au sujet des enjeux et des opportunités liés à la transition énergétique.

CAJUST siège activement au **Comité de pilotage du PTEJ**. Et en collaboration avec d'autres OSC, l'organisation a créé la Plateforme des acteurs de la société civile pour une transition énergétique juste au Sénégal (PACTEJ): de nature multipartite, elle rassemble diverses parties prenantes pour aborder les questions de politique climatique et énergétique. À travers cette plateforme, CAJUST a pu contribuer à la révision des CDN, plaidant pour l'élaboration d'un



rapport annuel sur les émissions, la réforme du cycle d'examen quinquennal et une plus forte mobilisation des ressources nationales au soutien de l'action climatique.

Les actions de plaidoyer ont abouti à des engagements de la part du gouvernement, notamment la promesse du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines d'élaborer une politique climatique nationale, et d'améliorer la transparence en matière d'émissions, concernant notamment le méthane.



Photo: Dialogue politique multipartite à Thiès. Image reproduite avec l'aimable autorisation de CAJUST.



Enseignements tirés et voie à suivre

Le leadership de CAJUST dans la promotion de la justice climatique est désormais amplement reconnu au Sénégal. Son expérience est mise au service du partage des connaissances dans différents pays, l'Afrique du Sud, le Nigeria et le Kenya qui sont aussi confrontés au défi de la transition juste, et elle traduit la valeur de l'engagement communautaire et de l'action coordonnée des OSC.

La stratégie de CAJUST s'appuie sur un plaidoyer médiatique innovant. Par exemple une série de vidéos a été produite, présentant un **personnage comique** qui

interpelle les autorités sur divers sujets, notamment la transparence, la justice et l'équité du PTEJ. La collaboration avec des comédiens, des musiciens et l'Association nationale des radios communautaires lui a permis de diversifier la portée des messages; des segments radio permettent à des acteurs locaux de discuter des questions dans leur propre langue. Dans un prochain documentaire, CAJUST présentera le témoignage de familles déplacées à Khar Yalla. Cette démarche créative permet de capter l'attention du public et d'amplifier l'engagement civique dans le débat sur la transition énergétique.

Faire progresser l'action climatique conduite par les communautés des zones côtières du Bangladesh

Au Bangladesh, le réseau PRAAN a institutionnalisé la participation des communautés à l'action climatique côtière par la mise en place d'évaluations rurales participatives et de forums sur l'action climatique, tout en mettant en œuvre des plans d'action conjoints et des audits sociaux.



Éléments de contexte

Selon l'**Indice mondial du risque 2023**, se rapportant aux risques liés aux catastrophes climatiques, le Bangladesh se classe au neuvième rang mondial¹². D'ici 2050, le pays perdra environ 17% de son territoire à cause de l'élévation du niveau de la mer, ce qui entraînera une perte de 30% de ses terres agricoles¹³. Les populations côtières sont particulièrement touchées par les inondations, les cyclones, l'érosion et la salinisation de sols, et sont obligées de se déplacer vers l'intérieur des terres. Les collectivités locales, en particulier les *Union Parishads*, les plus petites institutions administratives rurales du Bangladesh, sont les plus touchées; or elles ont souvent du mal à intégrer des mesures d'adaptation dans leurs plans et budgets de développement. La centralisation des processus décisionnels, la fragmentation de l'allocation des ressources et la faiblesse des partenariats avec les OSC sont des facteurs de gouvernance descendante. Des remous politiques affectent le pays depuis la mi-2024, perturbant la gouvernance locale, les réunions communautaires, tandis que la

sécheresse du début de l'année 2025 et les graves inondations enregistrées en juillet ont aggravé la vulnérabilité des populations, ce qui rend indispensable un volet adaptation dans l'exécution des projets.

Dans les *Unions* éloignées de Char Clerk et Mohammadpur, à Subarno Char Upazila, dans le district de Noakhali, les impacts du changement climatique sont aigus et les services publics insuffisants. Les deux zones sont confrontées à de fréquentes inondations qui submergent les infrastructures pendant des semaines; et les débordements du fleuve Meghna ont délogé des centaines de familles. La hausse de la salinité et la rareté de l'eau ont forcé les agriculteurs à forer des puits tubulaires plus profonds et à adopter des cultures hybrides coûteuses, augmentant ainsi leur endettement et mettant à rude épreuve les aquifères. À Mohammadpur, le fleuve qui jadis s'écoulait à 40 km de distance se trouve à présent à moins d'un kilomètre des zones habitées, forçant les foyers à abandonner leurs activités agricoles.

12. Bündnis Entwicklung Hilft and Institute for International Law of Peace and Armed Conflict (IFHV), **WorldRiskReport 2023**, Berlin: Bündnis Entwicklung Hilft, 2023.

13. Amruta Veer, "**Climate Change Exposes Bangladesh to Greater Risk**," Bologna Institute for Policy Research, 2025.



Photo: Séance participative d'évaluation rurale à Char Clerk. Image reproduite avec l'aimable autorisation de PRAAN.



Approches novatrices

Le **Réseau de recherche et d'action participatives** (PRAAN) sert de lien entre la politique climatique nationale et les réalités locales en matière d'adaptation, tout en renforçant la résilience et en promouvant la participation communautaire à la politique et budgétisation climatiques. Pour permettre aux *Union Parishads* et aux communautés d'intégrer l'adaptation dans leurs plans et budgets locaux, le PRAAN a institutionnalisé la participation communautaire par le biais d'évaluations rurales à caractère participatif et de la planification, notamment à Char Clerk et à Mohammadpur. Dans le cadre de 18 évaluations rurales, couvrant les neuf quartiers de chaque *union*, plus de 500 personnes – agriculteurs, pêcheurs, commerçants, migrants climatiques, parmi lesquels des femmes et des jeunes – ont pu identifier les vulnérabilités locales et proposer des mesures d'adaptation basées sur leur propre expérience, visant notamment une meilleure préparation en cas d'inondations ou de cyclones, gestion de la salinité, ou contrôle de l'érosion.

Afin de favoriser la collaboration entre les OSC et les collectivités locales, le PRAAN a mis en place deux forums UCAF (Union Climate Action Forums), chacun composé de 25 membres, dont des

séances de renforcement des capacités ont permis d'améliorer la compréhension des impacts climatiques et des mécanismes de gouvernance participative au niveau communautaire, ce qui permet de traduire les enjeux locaux en stratégies d'action. Afin de recueillir des données justifiant l'affectation des fonds climatiques nationaux au soutien des solutions locales, le PRAAN a également étudié des modèles innovants en matière d'adaptation, au nombre desquels les pratiques agricoles climato-résilientes à Satkhira et climato-intelligentes au sein de la Commission chrétienne pour le développement, au Centre climatique du Bangladesh à Gazipur. Se réunissant régulièrement, les participants incitent désormais d'autres communautés à adopter ces pratiques.



Photo: Séance participative d'évaluation rurale à Mohammadpur. Image reproduite avec l'aimable autorisation de PRAAN.



Photo: Formation des agricultrices au CCDB Climate Centre, district de Gazipur.

Le PRAAN a également mis en œuvre un plan d'action conjoint s'accompagnant d'un processus d'audit social pour que les citoyens puissent apporter leurs commentaires sur les performances de l'*Union Parishad*. Une boîte a été installée dans les deux *Union Parishads* qui permet de présenter des requêtes anonymes, examinées deux fois par mois par un comité désigné à cet effet.



Impact significatif et enseignements tirés

Les deux *Union Parishads* ont maintenant affecté des fonds pour l'adaptation au changement climatique dans leurs budgets 2025-2026. Bien que les montants soient modestes (environ 2 à 3% du budget alloué au financement climatique à Mohammadpur et Char Clerk), cet effort témoigne d'un engagement institutionnel en faveur de la résilience. Ces dotations permettent ainsi une budgétisation participative et un financement des priorités identifiées par les communautés.

Les membres des communautés ne sont désormais plus des bénéficiaires passifs mais des décideurs actifs intervenant dans la planification locale, améliorant ainsi la confiance, la communication et apaisant les tensions politiques entre les *Unions Parishads* et les OSC. Les responsables locaux considèrent de plus en plus l'action climatique comme faisant partie intégrante

de la gouvernance, et s'orientent donc vers une planification plus holistique de la résilience.

Par ailleurs, le PRAAN collabore avec divers partenaires pour éclairer les politiques. Dans le cadre de la Green Accountability Platform, le PRAAN travaille avec la **Bangladesh Environment and Development Society**, **WaterAid Bangladesh**, **WAVE Foundation** et **Dataful** à l'effet de rédiger une note d'orientation appelant à une révision des CDN, afin qu'elles soient centrées sur les personnes, transparentes et participatives. Les engagements pris par le Bangladesh au niveau central peuvent donc être traduits en actions climatiques contrôlées au niveau local, et faisant l'objet d'une reddition de comptes, garantissant ainsi que les engagements nationaux répondent aux réalités locales.

La note d'orientation fait valoir que les ambitions en matière d'atténuation sont hautes ; toutefois, les parties prenantes ne participent pas suffisamment au processus des CDN et il n'y pas assez de plans d'action sectoriels et de clarté financière, ce qui affaiblit sa fiabilité. Il faut, par conséquent, promouvoir la participation des OSC, du secteur privé et des experts à la définition d'objectifs sectoriels de décarbonation et à l'intégration d'objectifs d'adaptation alignés sur le Plan national d'adaptation (PNA). Il faut également mettre en place un cadre de suivi, de déclaration et de vérification (Monitoring, Reporting, and Verification, MRV) transparent et accessible au public, ainsi qu'un mécanisme de coordination multipartite sous la tutelle du ministère de l'Environnement. Enfin, il convient d'élaborer un plan stratégique assurant un accès équitable

aux financements climatiques et aux marchés du carbone.

Le modèle évolutif du PRAAN pour une résilience pilotée localement a permis d'intégrer l'adaptation au sein des structures de gouvernance des *Unions Parishad* et de consolider les partenariats entre les autorités gouvernementales et les communautés. Le Bangladesh a engagé un processus de révision de ses **CDN** et continue d'exécuter son **PNA** (2023-2050), c'est pourquoi il est essentiel d'institutionnaliser des mécanismes participatifs et des systèmes de MRV transparents pour faire coïncider les priorités communautaires et les objectifs nationaux. Encourager la participation des femmes, des jeunes et des migrants climatiques mène à des solutions plus durables et en phase avec les réalités vécues.



Photo: Formation d'agriculteurs aux pratiques agricoles climato-résilientes dans le district de Satkhira. Images reproduites avec l'aimable autorisation de PRAAN.

06

Étude de cas

Renforcer la voix des communautés pour des marchés du carbone et des projets REDD+ plus redevables au Brésil

Brésil

Au Brésil, l'Institut Fronteiras travaille au renforcement du partage équitable des avantages tirés des marchés du carbone ; il transmet les recommandations des peuples autochtones au gouvernement, ainsi que les informations sur les projets privés de déforestation et de dégradation forestière qui sont consolidées via un observatoire en ligne. Il a aussi appelé à une enquête sur l'utilisation que l'État fait des fonds de crédit carbone.



Éléments de contexte



Acre, État situé de l'ouest de l'Amazonie brésilienne, a accueilli le premier programme brésilien de réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), soutenu par l'Allemagne et le Royaume-Uni entre 2012 et 2023¹⁴. Toutefois, ce programme n'a pas véritablement débouché sur des résultats équilibrés et durables en matière de conservation des forêts.

À Juruá, une région amazonienne riche en biodiversité et au couvert forestier élevé, où vivent une quinzaine de groupes autochtones, les avantages de la REDD+ ont été répartis de manière inégale. Les protecteurs traditionnels de la forêt et les acteurs locaux sont marginalisés et n'ont qu'un accès limité aux financements et aux moyens de subsistance durables tirés de la forêt. Dans le même temps, de grandes industries de l'agroalimentaire, de grandes exploitations d'élevage de bétail, ou des

entreprises construisant des infrastructures continuent de bénéficier de fortes incitations de l'État, ce qui freine la protection des forêts et l'efficacité des initiatives de financement climatique¹⁵.

L'État a récemment proposé de vendre des crédits carbone par le biais de la coalition LEAF (Lower Emissions by Accelerating Forest Finance Coalition), un partenariat public-privé d'envergure mondiale visant à mobiliser le financement climatique. Une telle intention suscite des préoccupations en termes de redevabilité. Les communautés déclarent être écartées du processus décisionnel visant à abandonner le système des dons pour passer à des mécanismes fondés sur le marché, ce qui les prive de la capacité de générer leurs propres crédits carbone et soulève des questions concernant un possible double comptage des réductions d'émissions. Les informations sur les flux de financement climatique restent fragmentées,

14. Amy Duchelle, Maron Greenleaf, Denyse Mello, Maria Fernanda Gebara and Tadeu Melo, [Acre's State System of Incentives for Environmental Services \(SISA\)](#), chapitre 2. Rapport d'étude : Brésil. CIFOR_ICRAF.

15. Uma Lele, Virgilio Viana, Adalberto Verissimo, Stephen Vosti, Karin Perkins and Syed Husian, [Brazil: Forests in the balance: Challenges of conservation with development, Evaluation Country Case Study Series](#). Banque mondiale, 2000.

de nombreuses communautés n'apprenant les décisions prises sans elles qu'une fois qu'elles sont entérinées au niveau étatique central.

Pendant ce temps, face aux incitations économiques qui restent conséquentes pour certains secteurs – élevage de bétail, production de soja ou expansion du réseau routier –, les efforts de conservation des

forêts ne peuvent guère rivaliser, ce qui réduit la valeur potentielle des financements REDD+. Les décideurs politiques craignent souvent les critiques des OSC et restent réticents à s'engager, tandis que certaines ONG alignées sur le modèle REDD+ de l'État redoutent l'œil du public. La tendance politique vers plus de conservatisme, en particulier sous la présidence de Jair Bolsonaro, n'a guère encouragé la gouvernance participative ou la reddition de comptes.



Approches novatrices

Dans l'État d'Acre, l'Institut Fronteiras (**Instituto Fronteiras**) œuvre au renforcement de la redevabilité, de la transparence et de la participation communautaire dans le cadre des initiatives REDD+ publiques et privées, en veillant à ce que les populations autochtones et les communautés locales soient consultées, que les mécanismes de partage des avantages soient équitables et transparents et que la finance climatique contribue à la conservation des forêts et au bien-être local.

Il met en œuvre une série d'activités de plaidoyer, de recherche et de renforcement des capacités visant à améliorer la gouvernance et la redevabilité des programmes REDD+ engagés volontairement ou au niveau de cet État brésilien. Afin de promouvoir le droit au consentement préalable, libre, et éclairé (CPLE) des peuples autochtones et communautés locales (PA-CL), il organise des consultations en collaboration avec le Conseil national des populations extractivistes (Conselho Nacional de Populações Extrativistas, CNS) et l'Organisation des peuples autochtones de Juruá (Organização dos Povos Indígenas do Rio Juruá, OPIRJ), notamment pour débattre du plan gouvernemental qui est de vendre des crédits carbone par l'intermédiaire de la Coalition LEAF. Ces dialogues ont révélé que les communautés n'avaient pas été consultées sur le plan, ce qui a incité l'OPIRJ à exiger, à travers une lettre rendue publique, que des consultations soient engagées.



Photo: Instituto Fronteiras advocacy and capacity building activities. Images courtesy of Instituto Fronteiras.

L'Institut Fronteiras a, par la suite, été invité à participer à une réunion de la Commission nationale de validation et de suivi (Comissão Estadual de Validação e Acompanhamento, CEVA), où il a présenté des éléments probants et des recommandations en vue d'un partage équitable des avantages, d'une meilleure gouvernance et du respect du droit des PA-CL à accéder au marché du carbone. L'organisation a ainsi publié des recommandations officielles en avril 2025, demandant qu'une procédure de CPLE soit partie intégrante du Programme carbone mis en œuvre par la CEVA et la Coalition LEAF.

Afin de doter les acteurs de la société civile et des collectivités locales d'outils et de connaissances leur permettant de suivre et d'influer sur les décisions de financement climatique, l'Institut Fronteiras

a mis en place un **Observatoire REDD+** en ligne, multilingue, qui consolide les données de tous les projets REDD+ privés sur le **site Internet** de Verra¹⁶ – cartographiant ainsi plus de vingt projets volontaires et deux publics, et s’accompagnant d’indicateurs d’analyse des consultations préalables, des procédures de régularisation foncière et des garanties en place. L’Institut Fronteiras a également élaboré plusieurs produits de connaissance pratiques à l’intention des communautés qui ont pour but d’expliquer des concepts complexes, par exemple: une **brochure**, une **note d’orientation** et un **rapport analytique** sur la gouvernance, la redevabilité, la participation et le partage des avantages dans les programmes REDD+ publics synthétisant 11 rapports d’audit et de 142 procès-verbaux de réunions sur la gouvernance. Cet ensemble d’outils a permis aux membres des communautés de mieux comprendre le fonctionnement des marchés du carbone et les moyens de faire valoir leurs droits s’y rapportant.

L’organisation a également mis en place la communauté de pratique de Juruá,

réunissant des dirigeants d’associations autochtones, de réserves extractives, des procureurs, des ONG et des représentants de l’État. Cette plateforme aide les communautés à affiner leurs priorités, à explorer les options de projets REDD+ qu’elles peuvent piloter et à mettre au point des recommandations communes de plaidoyer. En outre, l’Institut Fronteiras a coordonné la XVI^e Conférence brésilienne sur l’économie écologique, qui s’est déroulée à Cruzeiro do Sul en septembre 2025: elle a rassemblé plus de 300 participants qui se sont penchés sur divers sujets, notamment les paiements de services écosystémiques et d’autres relatifs à la finance climatique en amont de la 30^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP30). Au cours de cet événement, l’organisation a lancé l’Observatoire REDD+ et corédigé **une lettre** appelant à la réalisation d’enquêtes sur le financement de la REDD+ à Juruá, ce qui a conduit le ministère public à ouvrir une enquête sur l’utilisation de ces fonds par l’État.



Impact significatif

Les travaux de l’Institut Fronteiras ont révélé des divergences dans les rapports financiers REDD+ d’Acre et ont permis d’établir un lien entre la baisse de la participation communautaire et l’augmentation de la déforestation. Ce constat a débouché sur un examen public plus approfondi des pratiques REDD+.

Les communautés autochtones et traditionnelles ont pu disposer d’outils pour évaluer les projets REDD+, contester le partage inéquitable des avantages et exiger une reddition de comptes. Les arguments développés par l’organisation ont permis

d’appuyer les enquêtes du ministère public; dans le même temps, les groupements communautaires se sentent mieux préparés pour participer aux forums gouvernementaux et défendre leur droit à être consultés.

Les points de vue des municipalités de Juruá ont également été reflétés dans les documents préparatifs de la présidence brésilienne pour la COP30. Les communautés, au niveau local, explorent des mécanismes de financement alternatifs tels que les crédits à la biodiversité, qui peuvent offrir des options plus inclusives et transparentes dans les régions à faible déforestation.

16. Verra est un organisme à but non lucratif qui établit des normes pour l’action climatique et le développement durable. Il administre la norme dite VCS (Verified Carbon Standard), qui est la norme de crédit carbone la plus importante au monde, servant de registre pour suivre l’émission et le retrait des crédits carbone.



Enseignements tirés et voie à suivre



Les réseaux d'OSC, solidement enracinés dans les territoires autochtones et incluant aussi les communautés extractives, constituent un socle permettant la mobilisation autour des enjeux liés à la redevabilité. Les espaces institutionnels formels tels que la CEVA offrent des passerelles pour le dialogue, permettant aux communautés de faire pression pour plus de transparence et d'inclusion.

Les efforts visant à traduire les informations techniques en outils accessibles, à l'instar de l'Observatoire REDD+ et du guide communautaire, servent pleinement les intérêts des acteurs locaux, comblant la brèche qui souvent existe entre les politiques publiques et la pratique. De plus, les partenariats avec l'Université fédérale d'Acre, la Société nationale pour l'économie écologique et d'autres institutions de recherche ont ajouté profondeur et légitimité au plaidoyer mené par les communautés.

Le fait que le Brésil accueille la COP30 en 2025 et qu'il ait engagé la révision de ses CDN crée également un élan politique dans le sens d'une plus grande convergence entre les exigences locales en matière de reddition de comptes et les débats nationaux et mondiaux autour de ces questions fondamentales. En se focalisant un tel alignement, l'Institut Fronteiras dispose d'un

effet de levier accru pour pousser en faveur d'une réforme systémique.

Il prévoit de créer le Forum multisectoriel indépendant de Juruá sur la finance climatique, une plateforme permanente de dialogue qui sera mise à disposition des communautés, du gouvernement, des chercheurs et des acteurs du secteur privé. Il prévoit également d'étendre l'Observatoire REDD+ à d'autres États brésiliens, notamment le Tocantins et l'Amazonas, et d'améliorer ses indicateurs sur le CPLE, les régimes fonciers et la transparence financière. Il continuera de travailler pour que des normes de gouvernance, de consultation et de partage des avantages soient incorporées au nouveau cadre du Secrétariat chargé du marché du carbone.

De même, l'organisation poursuivra son partenariat avec plusieurs ONG pour mettre en place des méthodologies de crédit de biodiversité adaptées aux régions à faible déforestation, ainsi qu'avec Vozes do Tocantins pour créer une véritable culture de redevabilité verte. Enfin, l'Institut Fronteiras continuera de soutenir le dialogue inter-étatique sur d'autres questions environnementales, celles par exemple touchant au projet d'infrastructures routières proposé le long de la frontière entre le Pérou et le Brésil.



Photo: Instituto Fronteiras. Activités de plaidoyer et de renforcement des capacités. Images reproduites avec l'aimable autorisation de l'Institut Fronteiras.

Étude de cas

Promouvoir le fédéralisme climatique et l'équité budgétaire au Brésil



L'INESC promeut la gouvernance décentralisée et multi-niveaux du financement climatique au Brésil en appuyant la création de groupes de travail chargés d'examiner les dépenses publiques en vue de réduire les inégalités, et le plaidoyer pour l'établissement de sauvegardes environnementales.



Éléments de contexte

Le Brésil, particulièrement exposé aux inondations, glissements de terrain et sécheresses, figure parmi les pays d'Amérique latine les plus vulnérables au climat. Face à ces menaces, la finance et la gouvernance climatiques aux niveaux national et infranational demeurent fragmentées, insuffisamment dotées et peu porteuses d'équité. Le mécanisme des amendements parlementaires permet aux membres du Congrès national de contrôler une part non négligeable du budget fédéral¹⁷, ce qui complique la planification climatique et les allocations budgétaires, car en général seule une faible partie des fonds est affectée aux politiques climato-résilientes de long terme.

Le Congrès actuel, dominé par des intérêts particuliers, reste relativement allergique à

l'agenda prônant plus de justice climatique. Les propositions de la société civile visant à affecter davantage de recettes pétrolières aux mesures d'adaptation et au Fonds pour le climat ont été rejetées, tandis que le nouveau cadre budgétaire, qui plafonne les dépenses discrétionnaires, limite d'autant l'allocation de ressources à l'action climatique. Paradoxalement, les amendements du Congrès fédéral et le vote de fonds extraordinaires ont permis de mobiliser un soutien important à la reconstruction après les inondations de 2024 dans l'État de Rio Grande do Sul; cela dit, les affectations destinées à la gestion des risques et des catastrophes ont fortement diminué dans le budget 2025, soulignant la volatilité et la courte durée des mécanismes de financement qui peuvent être adoptés.



Approches novatrices

L'Institut d'études socio-économiques (**Instituto de Estudos Socioeconomicos**, INESC) travaille au renforcement de la gouvernance démocratique à différents niveaux (ce que l'on appelle le «fédéralisme climatique») en tentant d'obtenir des financements plus solides et équitables en faveur de l'adaptation. Ce projet lui permet de faire explicitement le lien entre finance climatique et justice sociale, et de démontrer que les inégalités de classe,

raciales, de genre et territoriales accentuent la vulnérabilité face aux risques climatiques au Brésil. L'INESC cherche à accroître l'allocation de ressources publiques à l'adaptation au changement climatique, en particulier en tentant d'influencer politiquement les parlementaires. Pour ce faire et pour peser sur les processus décisionnels, l'INESC dirige des recherches rigoureuses et des analyses budgétaires. Il a cartographié 13 actions budgétaires

17. Jamie McGeever, 'Brazil congress approves constitutional amendment granting lawmakers greater say on federal budget', ConstitutionNet, juin 2019.



Photo: Seminar on Environmental Racism and Climate Justice. Images courtesy of INESC.

pertinentes en matière d'adaptation, ce qui lui a permis d'étayer le plaidoyer sur les projets de loi de finance annuelle 2025 et 2026. Il a publié des études techniques et des notes d'information sur différents thèmes, notamment la gestion des risques de catastrophe, le financement de l'adaptation et les recettes pétrolières, et en particulier une note souvent citée sur le Fonds social «pré-sel», révélant que seulement 0,1 % des recettes pétrolières étaient allouées aux objectifs environnementaux et climatiques prioritaires.

Fort de ces bases de connaissance, l'INESC s'est rapproché de 29 parlementaires et a travaillé en étroite collaboration avec le Front parlementaire environnementaliste (Frente Parlamentar Ambientalista, FPAMB). Citons, parmi les principaux produits de connaissances élaborés, une **note technique** sur l'adaptation aux phénomènes météorologiques extrêmes et une **fiche informative** sur le fédéralisme climatique, appelant à davantage d'allocations budgétaires aux mesures d'adaptation au climat, de prévention des catastrophes et de gestion des risques.

L'INESC a également œuvré à la promotion d'un modèle de gouvernance fédéraliste visant à décentraliser la prise de décision et à intégrer les besoins municipaux et communautaires dans la planification climatique.

Une étape importante a été franchie en avril 2025, lorsqu'un nouveau groupe de travail sur le budget a été créé au sein du FPAMB, coordonné conjointement par l'INESC et l'Institut pour la démocratie

et le développement durable (Instituto Democracia e Sustentabilidade, IDS). Cette initiative permet d'institutionnaliser les discussions sur le budget climatique au sein du Congrès, en faisant se rencontrer les législateurs, les OSC et les mouvements sociaux.

Dans le même temps, l'INESC a forgé des alliances de gouvernance à plusieurs niveaux entre parlementaires, dirigeants municipaux, OSC et mouvements de base en vue de plaider en faveur de la justice climatique. Il a consolidé son leadership au sein de coalitions plus larges, telles que l'Observatoire du climat, un réseau de plus de 130 OSC, et collaboré aux consultations publiques menées au Brésil sur le nouveau PNA et ses composantes sectorielles. En outre, cet institut est l'une des deux ONG siégeant au Comité consultatif brésilien sur la taxinomie durable, plaidant avec succès en faveur de la protection socio-environnementale dans le cadre de la classification des investissements durables.

L'INESC contribue à faire entendre les voix marginalisées par le biais du Groupe de travail sur le racisme environnemental institué au sein du Congrès, qui a coorganisé un séminaire national sur la lutte contre les inégalités systémiques véhiculées à travers les politiques climatiques. Les témoignages de petits artisans pêcheurs, des *quilombolos* (afro-descendants membres d'une communauté traditionnelle), de briseurs de noix de coco *babassu* (femmes récoltant les noix de coco) et de militantes noires ont mis en lumière les intersections entre adaptation, transition juste et justice sociale.



Impact significatif



Cette initiative met en lumière le fait que le budget peut être un outil politique permettant de faire progresser la justice et la reddition de comptes. En formant les acteurs de la société civile et les partenaires de base à la compréhension des processus budgétaires, l'INESC a contribué à repousser certaines idées reçues et à recentrer la question du financement de l'adaptation sur l'équité et le respect des droits.

Nonobstant une forte résistance politique, ses efforts ont facilité l'introduction de changements institutionnels notables, en particulier la création d'un groupe de travail sur le budget au sein du Congrès spécialisé sur les questions de financement du climat et de l'environnement, l'intégration du volet adaptation dans les débats précédant l'adoption du budget national et la

défense d'une proposition tendant à la création d'un Fonds national d'adaptation.

Au Brésil, l'INESC place le fédéralisme climatique et l'équité budgétaire au cœur du discours national et international sur l'adaptation, montrant que le plaidoyer fondé sur des données factuelles, la construction de coalitions et la participation sociale permettent l'ouverture d'espaces politiques en faveur de la justice climatique, même dans un contexte adverse. En rapprochant le financement de l'adaptation et la réduction des inégalités et en promouvant plus de participation à la gouvernance, l'INESC réussit grâce à son travail à jeter les bases d'un régime climatique plus démocratique, redevable et résilient au Brésil.



Enseignements tirés

Les réseaux solides de l'INESC, son expertise technique en matière de finances publiques et son rôle reconnu dans les mécanismes de coordination gouvernementaux tels que le Comité interministériel sur le changement climatique (Comitê Interministerial de Mudança Global do Clima, CIM) lui ont permis d'élargir la portée et la légitimité de son plaidoyer.

Néanmoins, l'actuel Congrès brésilien représente un obstacle de taille car de puissants groupes d'intérêts continuent de vouloir écarter l'adaptation climatique de

l'agenda législatif. L'INESC assimile l'attitude de certains parlementaires à une forme de déni climatique, véritable entrave à la planification de long terme, alors qu'il s'agit d'un prérequis pour la justice et l'équité climatiques. Il s'efforce néanmoins de maintenir sa présence stratégique et constructive au sein de ces espaces politiques afin de conserver une influence et de plaider pour des politiques d'adaptation capables de lutter contre les inégalités structurelles, en agissant de manière à ne pas être perçu comme une opposition.

08

Étude de cas

Faire entendre la voix des plus marginalisés lors des processus d'élaboration des politiques climatiques au Mexique



Au Mexique, l'organisation EECO a permis aux communautés historiquement exclues de participer directement à la conception, au suivi et à la validation des politiques et des financements climatiques en créant des mécanismes de gouvernance participatifs et des guides méthodologiques prônant l'inclusion, tout en élargissant leur portée par le biais de campagne de communication multimédia et d'une plateforme interactive numérique.



Éléments de contexte

Les inégalités systémiques et structurelles restent profondément ancrées au Mexique, et les groupes marginalisés, plus vulnérables face au changement climatique, sont affectés de manière disproportionnée. Le Mexique a ratifié des instruments internationaux majeurs tels que l'**Accord de Escazú** et la **Convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux**, qui garantissent l'accès à l'information, la participation du public, la justice environnementale et la non-discrimination. Toutefois, leur mise en œuvre reste incomplète. Ces cadres normatifs offrent pourtant aux OSC des bases juridiques pour exiger que la finance climatique soit transparente, équitable et inclusive, conformément à la **Loi générale sur le changement climatique du Mexique**.

De nombreuses institutions publiques, néanmoins, considèrent encore la participation citoyenne comme un droit secondaire et non fondamental. Par conséquent, les vues exprimées par les

communautés ne sont pas systématiquement prises en compte dans les politiques et les plans climatiques. L'autre frein touche au manque de transparence de l'information rendue publique sur la finance climatique. L'absence de données désagrégées et accessibles entrave le suivi indépendant que les OSC peuvent opérer et affaiblit les mécanismes de redevabilité. La fracture numérique et les barrières linguistiques limitent encore davantage la participation, tandis que la violence dans certains territoires crée des conditions hostiles pour les défenseurs de l'environnement et les organisations de base.

Cela dit, la reconnaissance internationale croissante de la justice climatique et l'importance accordée aux approches intersectionnelles et sexospécifiques de l'action climatique favorisent des conditions propices au renforcement des réseaux de plaidoyer et à la mise en place de mécanismes participatifs à la fois plus inclusifs et plus obligatoires.



Approches novatrices

L'Espace de rencontre des cultures autochtones (**Espacio de Encuentro para las Culturas Originarias, (EECO)**) aide les populations historiquement exclues à participer directement à la conception, au suivi et à la validation des politiques climatiques et des mécanismes financiers, en veillant à ce que leurs besoins et priorités soient dûment pris en compte. Ce projet favorise la participation directe des peuples autochtones et afro-mexicains, ainsi que des femmes, des jeunes, des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenre, queer ou qui se questionnent, intersexuées (LGBTQI+), ainsi que des personnes âgées et des personnes handicapées, et tend à l'institutionnalisation des mécanismes rendant la gouvernance climatique plus inclusive, équitable et redevable.



Photo: Travail de plaidoyer de l'EECO pour les peuples autochtones. Image reproduite avec l'aimable autorisation de l'EECO.

Pour ce faire, l'EECO a renforcé sa collaboration avec le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles (Secretaría de Medio Ambiente y Recursos Naturales, SEMARNAT) afin de créer conjointement des mécanismes participatifs de gouvernance climatique adaptés à des segments spécifiques. Ces mécanismes ont été conçus en collaboration avec différents secteurs et communautés pour mieux refléter leurs priorités et veiller à ce que les interventions soient adaptées au contexte, sexospécifiques, culturellement pertinentes et répondent aux réalités qui sont les leurs.

À cette fin, un guide méthodologique a été élaboré à la suite d'un vaste processus de consultation des représentants de chaque groupe : il est destiné à favoriser l'inclusion des segments de population depuis toujours marginalisés et écartés des décisions concernant la lutte contre le réchauffement climatique. Reflétant des approches axées sur le genre, intersectionnelles et interculturelles, il traduit les propositions issues de la base en mécanismes concrets. Il s'agit à la fois d'une ressource technique et d'un outil de politique servant à promouvoir l'intégration systématique des voix peu écoutées, pour que les cadres de gouvernance climatique du pays, par exemple les dernières CDN, en tiennent compte.

L'EECO a également lancé une campagne de communication multimédia innovante pour sensibiliser à l'importance d'une participation inclusive aux politiques climatiques. Des vidéos, des infographies et des programmes radiophoniques en espagnol et dans cinq langues autochtones (nahuatl, tseltal, maya, zapotèque, mixtèque et ottomi) ont été produits, permettant de toucher les populations exclues.



Photo: Infographies destinées à sensibiliser et à élargir la participation. Images reproduites avec l'aimable autorisation de l'EECO.



L'une des innovations importantes à souligner est la création d'une **plateforme interactive de participation numérique**, qui fonctionne comme un portail citoyen facilitant l'apprentissage, la participation et l'échange d'informations sur la gouvernance climatique. Cette plateforme permet aux utilisateurs de proposer des mécanismes d'inclusion, de suivre les politiques climatiques et d'accéder aux données sous des formats accessibles et faciles à comprendre. Elle se distingue par son design inclusif, son utilisation des langues autochtones et ses formats adaptés aux personnes malentendantes ou malvoyantes. Pour attirer de nouveaux publics, l'EECO a lancé un concours national de vidéos, «Votre voix sur le changement climatique»: le projet a suscité près de 6000 vues et 50 partages, stimulant avec succès le dialogue sur l'action climatique inclusive.



Impact significatif

L'EECO a réussi à faire de la gouvernance climatique, inclusive et participative, une composante essentielle de la justice climatique au Mexique. L'organisation a mis en place des mécanismes de gouvernance participative à l'intention de six segments de population vulnérable et créé les conditions d'une implication durable des citoyens dans les processus climatiques. Elle a établi une alliance solide avec le SEMARNAT, malgré quelques difficultés initiales de coordination, qui s'expliquent par la transition politique et administrative engagée en 2024 au niveau fédéral – ce qui est la preuve de sa persévérance et de son adaptabilité au contexte politique.

L'approche interactive de l'EECO a permis d'élargir l'accès à l'information climatique et de sensibiliser les citoyens ; ses efforts sont tournés vers les communautés isolées par la barrière linguistique, géographique ou numérique. Ces outils permettent une participation continue des citoyens, transformant le processus passif de consultation en un dialogue permanent. Le guide méthodologique devrait contribuer à institutionnaliser davantage les pratiques participatives, en offrant aux organismes gouvernementaux et aux OSC une approche structurée d'intégration des logiques de genre, intersectionnelles et interculturelles dans le processus décisionnel.



Enseignements tirés et voie à suivre



Au Mexique, la société civile est active et organisée et ses acteurs possèdent une vaste expérience dans les domaines de la justice climatique, de l'égalité des sexes et de la défense des droits humains. De plus, le fait que l'ECCO soit membre de réseaux nationaux et internationaux renforce sa légitimité et son rôle de liaison entre les communautés et les institutions publiques. Son expérience des processus participatifs, renforcée par exemple au moment de l'élaboration du Programme national sur le changement climatique et des plans d'adaptation locaux dans les communes autochtones, lui a permis de mettre au point des méthodologies validées par les communautés elles-mêmes, et maintenant de les reproduire.

Ce type d'initiative prouve qu'un véritable changement est possible lorsque des méthodologies participatives sont coconçues avec les publics concernés et s'appuient sur des outils pratiques (cf. guides, plateformes numériques, stratégies de communication). Il est indispensable de garantir l'accessibilité – au regard de la langue, des situations de handicap ou de la technologie numérique –, sans quoi une pleine participation n'est jamais entièrement garantie. En d'autres termes, la communication n'est pas un complément, mais une condition préalable à une gouvernance climatique équitable.

Les plans d'action nationaux pour le climat et les nouveaux organes chargés des questions relatives au changement climatique, qui prennent la forme de conseils, sont des mécanismes sûrs lorsqu'il s'agit de renforcer l'inclusion et la reddition de comptes. Si, au demeurant, ils suivent une méthodologie intersectionnelle et sensible au genre, alors les besoins réels des populations pourront être mieux reflétés dans les décisions de finance climatique. Partant de l'expérience de l'ECCO, il est possible de conclure que l'institutionnalisation des processus de consultation, des plateformes d'engagement numérique et des activités de plaidoyer aux

trois niveaux d'administration est la voie la plus sûre pour pérenniser ces pratiques.

Tous ces outils et ces approches contribuent à faire converger l'accès à l'information, la participation efficace et l'application des droits, offrant ainsi un modèle pouvant servir à d'autres contextes ou pays du Sud global confrontés à des inégalités sociales, un fossé numérique ou des problèmes de gouvernance similaires. En fin de compte, l'expérience de l'ECCO permet de corroborer l'idée selon laquelle la justice climatique est inséparable de la justice sociale et de la justice de genre, et que le principe de participation inclusive, assorti d'effets contraignants, doit devenir une exigence fondamentale de la finance et des politiques climatiques. Ainsi, non seulement la légitimité démocratique sera renforcée, mais l'efficacité de l'action climatique et la résilience progresseront.

Le projet de l'ECCO a également mis en lumière la persistance de plusieurs obstacles systémiques. Les changements administratifs intervenant aux niveaux fédéral et étatique compromettent fréquemment la continuité du plaidoyer, en générant une incertitude quant aux engagements pris antérieurement. La participation des organisations de personnes handicapées demeure marginale, tandis que les barrières numériques et linguistiques, de même que l'insécurité dans certains territoires, continuent de freiner une participation pleine et effective de l'ensemble de la population. Par ailleurs, la mise en œuvre des mécanismes de participation reste partielle et n'est pas assortie d'obligations juridiques contraignantes garantissant la prise en compte effective des contributions des communautés par les autorités. Dans ce contexte, afin de consolider les acquis, l'ECCO recommande d'officialiser les accords de collaboration, de renforcer les stratégies de durabilité et d'établir des protocoles de sécurité, en particulier pour les organisations intervenant dans des zones à haut risque.

Un observatoire Mexicain du financement climatique pour une meilleure transparence

Le GFLAC a contribué à renforcer la transparence dans le domaine de la finance climatique en développant des outils de suivi climatique, en établissant des méthodologies d'élaboration des programmes de politique climatique et en pilotant des cadres de suivi pour une taxinomie de la finance durable.



Éléments de contexte

S'il est vrai que, d'un côté, le Mexique cherche à diversifier son mix énergétique en développant les sources renouvelables, de l'autre le secteur de l'électricité continue de dépendre fortement des combustibles fossiles¹⁸. Cette dépendance, et qui plus est l'octroi de subventions aux combustibles fossiles¹⁹, caractérisent un paysage de la finance climatique structurellement inséparable des flux de recettes à forte intensité de carbone²⁰. Sans une réforme budgétaire de fond, le Mexique aura du mal à aligner ses flux financiers sur des voies de développement à faibles émissions de carbone et climato-résilientes, comme l'exige l'Accord de Paris.

L'organisation politique du Mexique, caractérisée par un fort degré de centralisation, contribue à accentuer ce constat. Le parti au pouvoir concentre à la fois l'exécutif fédéral, le pouvoir législatif et la majorité des gouvernements des États, ce qui affaiblit considérablement les mécanismes de contrôle institutionnel face à un processus décisionnel très centralisé. Parallèlement, les principaux organes garants de la transparence, notamment l'Institut national pour la transparence, l'accès à l'information et la protection des données (Instituto

Nacional de Transparencia, Acceso a la Información y Protección de Datos Personales – INAI), ont été démantelés, et leurs compétences redistribuées entre différents ministères. Cette évolution a entraîné une érosion de l'indépendance institutionnelle et une restriction de l'accès à des informations budgétaires et financières détaillées. En conséquence, les finances publiques liées au climat demeurent opaques, et les données relatives à l'allocation des fonds sont fréquemment incomplètes ou insuffisamment ventilées, en particulier au niveau infranational.

Ces faiblesses en matière de gouvernance se font ressentir à mesure que les impacts climatiques s'intensifient dans le pays, exerçant une pression financière croissante sur les gouvernements locaux responsables de la réparation des infrastructures et de l'entretien des services publics essentiels. Les instruments internationaux, en particulier l'**Accord d'Escazú** et la nouvelle jurisprudence de la Cour internationale de justice sur les obligations climatiques, offrent aux OSC un levier juridique et politique supplémentaire pour exiger transparence et redevabilité.

18. Pablo Necoechea Porras, "**Despite the Growth in Renewables, Fossil Fuels Will Likely Remain a Significant Part of Mexico's Energy Mix**," Climate Scorecard, septembre 2024,

19. Claudia Ordoñez, "**G20 Subsidies to Oil, Gas and Coal Production: Mexico**," Overseas Development Institute (ODI), Oil Change International, International Institute for Sustainable Development, novembre 2015.

20. Climate Action Tracker, "**Mexico**," décembre 2022.

La mise au point de la taxinomie de la finance durable au Mexique a d'ailleurs mis en lumière les difficultés structurelles du pays. Son caractère volontaire limite l'adhésion au système, tandis que l'absence d'ensembles de données standardisés, la faiblesse des capacités techniques et les difficultés d'application des garanties

entraînent des retards dans sa mise en œuvre. Il n'existe pas non plus de mécanisme institutionnel permettant une mise à jour périodique de ce cadre de classification des activités durables, le risque étant qu'il n'évolue pas au même rythme que les priorités nationales.

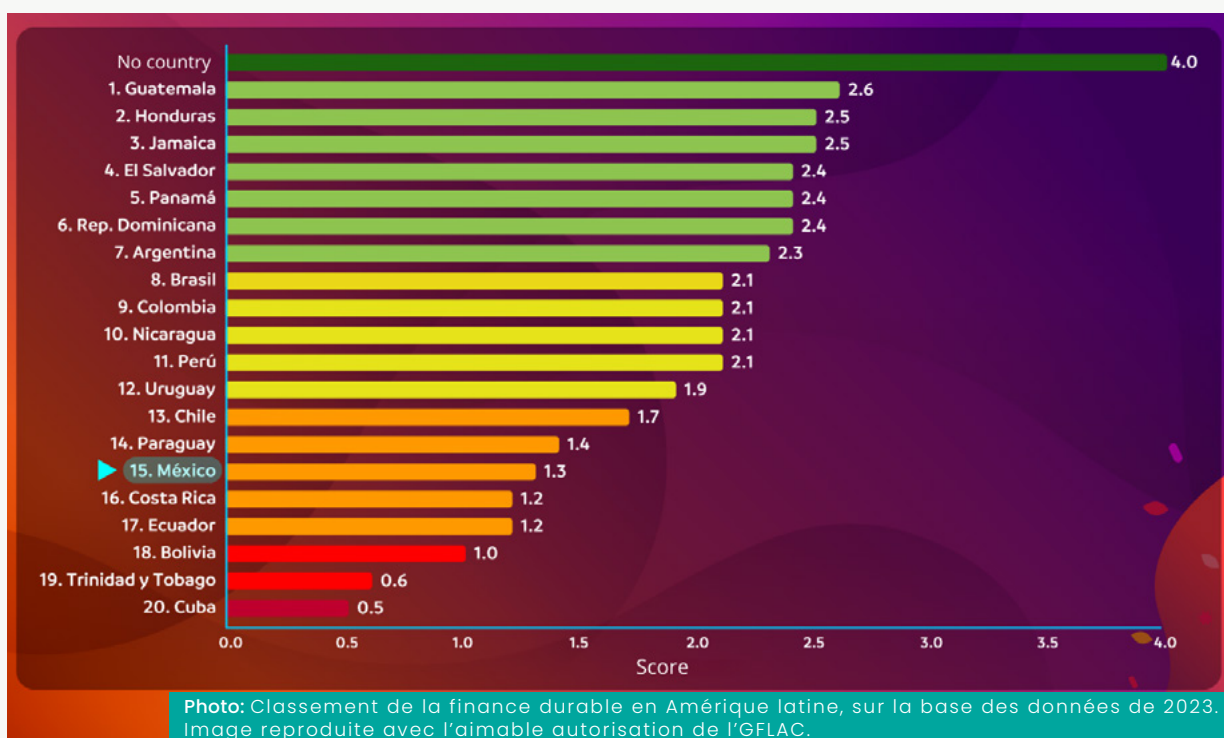


Approches novatrices

Le **Groupe du financement climatique pour l'Amérique latine et les Caraïbes** (Grupo de Financiamiento Climático para América Latina y el Caribe, **GFLAC**) vise à renforcer la transparence et à mieux faire comprendre l'incidence des décisions de planification et de financement sur les résultats en matière climatique. Institué il y a plus de 14 ans, le GFLAC fort de son expérience, suit et contrôle les flux financiers liés au climat en s'appuyant sur des méthodologies robustes et des données vérifiables. Il étudie également la cohérence des budgets par rapport aux objectifs en matière de climat et de biodiversité et évalue l'effet des programmes qualifiés de «climatiques» en fonction des ambitions affichées au niveau national.

L'Observatoire du financement climatique (Observatorio de Financiamiento Climático,

OFC), créé afin de produire des données exploitables à destination des citoyens, des législateurs et des décideurs publics, occupe une place centrale dans cet effort. Son principal outil, l'Indice de finance durable (IFD), constitue une méthodologie pionnière, élaborée sur une période de six ans et aujourd'hui mise en œuvre dans vingt pays d'Amérique latine et des Caraïbes. L'IFD mesure les recettes et les dépenses publiques, privées et internationales liées à l'action climatique, et les met en regard des flux financiers associés à des activités génératrices d'émissions ou de dommages environnementaux, telles que les subventions aux combustibles fossiles. En produisant des ensembles de données harmonisés et comparables, l'IFD offre une base objective permettant d'apprécier la compatibilité des flux financiers avec l'Accord de Paris et les objectifs climatiques nationaux.



Au Mexique, cet indice est actualisé annuellement, ce qui implique une cartographie exhaustive des données publiques et la mobilisation d'un volume considérable de sources d'information. La méthodologie a été adaptée afin de s'appliquer aux trente-deux États fédérés du pays, donnant lieu à la création de l'Indice infranational du financement durable (IIFD). Celui-ci permet des comparaisons interétatiques visant à identifier les lacunes en matière de transparence, ainsi que les situations dans lesquelles les budgets infranationaux contribuent à renforcer des trajectoires à forte intensité de carbone ou à soutenir des modèles de développement non durables. L'IIFD repose désormais sur une base de données exhaustive d'informations

fiscales et budgétaires, complétée par un tableau de bord numérique librement accessible et aisément consultable.

En outre, l'OFC a mis au point une méthodologie pratique d'évaluation des programmes dans le cadre des politiques climatiques aux niveaux national et infranational. Elle permet d'apprécier si les programmes qualifiés de climatiques contribuent effectivement à l'atténuation des effets du climat, à l'adaptation ou à la protection de la biodiversité, s'ils intègrent une dimension de genre et prennent en compte les populations autochtones. De façon complémentaire, l'OFC surveille l'alignement sur les engagements pris



Photo: Atelier technique de l'Observatoire du financement climatique. Image reproduite avec l'aimable autorisation de l'GFLAC.

en matière de climat, les capacités institutionnelles, l'orientation des résultats, les systèmes de suivi et les allocations budgétaires. Avant d'être mise à l'essai, cette méthodologie fait actuellement l'objet d'un examen par des pairs experts.

Dans le cadre de ce même programme, l'OFC pilote également un cadre de suivi de la taxinomie durable du Mexique, en vue de son adoption et de son utilisation par les banques nationales de développement. L'équipe en charge a mené des enquêtes techniques et conduit des entretiens semi-structurés auprès de représentants des

principales institutions afin d'évaluer leur positionnement, leur degré de préparation institutionnelle, leurs capacités internes ainsi que les principales difficultés rencontrées dans l'application de la taxinomie. Les données recueillies ont permis d'élaborer des recommandations concrètes et opérationnelles visant à renforcer sa mise en œuvre, notamment par l'intégration de critères fondés sur l'égalité entre les femmes et les hommes et de garanties sociales. Ces travaux sont désormais consolidés dans un premier rapport de suivi consacré au rôle des banques de développement dans la promotion de programmes de financement durable au Mexique.

L'Observatoire opère également un rapprochement entre ses travaux techniques et les politiques en cours d'élaboration. Il a ainsi contribué à la mise à jour des CDN du Mexique en 2025, organisé des ateliers gouvernementaux sur la finance climatique et plaidé pour une stratégie nationale dans ce domaine ; cela permet de mieux calculer les coûts des mesures CDN et un alignement plus cohérent entre les budgets sectoriels et les objectifs climatiques. Il cherche à faire le lien entre ses propres pistes d'action et les structures nationales de coordination, en l'occurrence le Système national de lutte contre le changement climatique et la Commission interministérielle du climat. En effet, c'est le diagnostic sur les besoins en matière d'investissements durables qui doit éclairer le PND et les stratégies régionales.

Le dialogue et le renforcement des capacités font partie intégrante de l'approche

de l'Observatoire. Il collabore avec les législateurs, les institutions financières et les OSC pour encourager l'utilisation des indices dans le cadre des débats budgétaires, les processus de réforme fiscale et l'étude attentive des mécanismes de subvention n'allant pas dans le sens souhaité. Il promeut également l'utilisation d'instruments financiers destinés à améliorer la traçabilité des recettes et des dépenses affectées à la lutte contre le changement climatique et étudie si les outils en place (par exemple, le système d'évaluation de la performance et les rapports sur les comptes publics) servent le principe de transparence et permettent une reddition de comptes. Les résultats de ses travaux, les rapports, les tableaux de bord et le matériel de formation sont disponibles gratuitement via une plateforme virtuelle ouverte à tous.



Impact significatif

L'application de l'Indice de finance durable révèle des contrastes frappants selon les régions. L'Indice publié en 2025 montre que le Mexique, en 2024, a généré 85 fois plus de revenus des activités à forte intensité de carbone que de sources durables et a alloué 15 fois plus de fonds aux activités nuisibles à l'environnement qu'à l'action en faveur du climat.

La première édition de l'IIFD en 2025 confirme cette tendance à l'échelle étatique. De fait, les États mexicains ont généré cinq fois plus de recettes des activités à forte intensité de carbone que de sources durables et alloué 3,4 fois plus de fonds aux activités émettrices de carbone qu'aux dépenses durables.

Ces chiffres suffiraient à justifier une refonte l'architecture financière du pays, car il reste difficile d'atteindre les objectifs climatiques sans une drastique réorientation budgétaire.

Les travaux de l'OFC montrent qu'il est essentiel de disposer de données factuelles claires, accessibles et comparables sur la gouvernance du financement climatique; d'ailleurs, il est fait référence de plus en plus souvent à ses outils dans les débats politiques. Les ministères de l'Environnement et des Finances de Mexico, par exemple, ont exprimé leur souhait d'utiliser les indices pour identifier les programmes générateurs d'émissions, renforcer les investissements dans l'action climatique et façonner leur stratégie climatique. La comparaison des données permet d'étayer les processus d'élaboration et d'analyse du budget, de renforcer les connaissances sur lesquelles les responsables politiques doivent s'appuyer, et celles des auditeurs pour évaluer si les dépenses répondent aux objectifs climatiques et en matière de développement durable.



Enseignements tirés et voie à suivre

La concentration du pouvoir au sein de l'appareil gouvernemental affaiblit les incitations institutionnelles à l'exercice d'un contrôle effectif, tandis que la rotation fréquente des personnels et les restructurations internes imposent un renforcement continu des relations de travail et des ajustements réguliers des calendriers de mise en œuvre des projets. Par ailleurs, les États fortement dépendants des revenus issus des combustibles fossiles, tout comme les institutions fédérales dont les indicateurs révèlent des performances insuffisantes, peuvent se montrer réticents à s'engager pleinement. Il est donc essentiel de définir avec précision les objectifs poursuivis, en privilégiant les leviers susceptibles d'améliorer la qualité des données, de mobiliser les financements et de réduire les risques à l'échelle locale, plutôt que de se concentrer exclusivement sur les déficiences.

Malgré ces contraintes, le renforcement des capacités institutionnelles, des pratiques de gouvernance et des mécanismes d'incitation permet de dégager des marges de manœuvre suffisantes pour engager des réformes, y compris dans des contextes où la transparence des transactions demeure limitée. Les efforts de suivi doivent s'inscrire dans le cadre de larges alliances afin de maintenir la dynamique et d'exercer une pression durable lorsque les institutions officielles de contrôle sont fragilisées.

La crédibilité, l'expertise technique et la rigueur méthodologique du GFLAC ont été des atouts ayant permis d'accroître la confiance des parties prenantes. En traduisant des informations financières complexes en indicateurs accessibles, il est parvenu à

élargir le débat sur la finance climatique. En outre, des alliances stratégiques entre diverses parties prenantes ont donné plus de visibilité à l'Observatoire et ainsi accru son influence. Surtout, des espaces de dialogue institutionnel ont été créés, depuis les forums législatifs de haut niveau jusqu'aux ateliers techniques organisés avec les ministères et les gouvernements étatiques, et de la sorte les données traitées par l'OFC ont pu servir à éclairer directement les politiques et la procédure budgétaire.

Le GFLAC projette de publier l'ensemble des IIFC et de diffuser ses conclusions en organisant une série d'ateliers et de webinaires ciblés. Des séances de renforcement des capacités seront organisées à l'intention des législateurs et des gouvernants des États, qui permettront de mieux utiliser l'indice national et les indices infranationaux lors des débats et discussions concernant le régime des subventions et une possible réforme fiscale.

L'OFC prévoit également de se rapprocher des banques de développement et des banques commerciales, d'affiner les évaluations fondées sur la taxinomie et de soutenir la conception de cadres réglementaires permettant de mieux canaliser les ressources vers des projets stratégiques de transition juste. Le renforcement des liens avec diverses initiatives régionales telles que les observatoires de taxinomie latino-américains et les réseaux de suivi du financement climatique, permettra que l'expérience du Mexique contribue à enrichir les débats régionaux et mondiaux sur la gouvernance financière durable.



Conclusion



Les exemples présentés dans ce rapport ont permis d'illustrer la diversité et créativité des pratiques de redevabilité verte qui se multiplient dans les pays en développement. Même si le contexte politique, social et environnemental est distinct dans chaque pays, tous partagent la volonté de renforcer la voix des citoyens, d'améliorer l'accès à l'information et de veiller à ce que les financements répondent aux priorités des personnes les plus affectées par le changement climatique. Ces efforts démontrent que la reddition de comptes n'est pas un principe abstrait mais une démarche pratique capable de transformer fondamentalement les systèmes de financement de la lutte contre les effets du climat.

Que l'on se place au niveau national ou infranational, toutes ces initiatives mettent en lumière la valeur ajoutée des solutions locales et soulignent combien il est important d'investir dans le renforcement des capacités des acteurs de la société civile pour leur permettre de mieux surveiller, influencer et coconcevoir les politiques climatiques. En effet, les OSC ont un rôle fondamental à jouer lorsqu'il s'agit d'exiger des comptes à la classe dirigeante, en particulier parce que la crise climatique requiert un engagement constructif de la part de toutes les forces d'un pays – institutions étatiques, communautés, secteur privé et partenaires. Les OSC ont la capacité de réunir une multitude d'acteurs et de rendre accessibles et compréhensibles des informations souvent complexes, contribuant ainsi à instaurer un climat de confiance, à faire remonter les demandes prioritaires des citoyens et à leur permettre de se familiariser avec des concepts techniques difficiles. Ainsi, ils peuvent se convertir en acteurs clés d'une gouvernance climatique efficace et équitable.

Les expériences documentées dans ce rapport sont l'illustration indéniable de l'utilité des alliances et des plateformes d'apprentissage ouvertes puisque, mettant en relation les développeurs de projets, les praticiens et les dirigeants communautaires au sein d'un même pays ou de plusieurs, elles facilitent l'approfondissement de divers domaines thématiques. Le travail en réseau crée une dynamique, favorise la collaboration et accélère la transmission de démarches porteuses. Cet élan de coopération aide non seulement à démultiplier l'impact des



initiatives particulières, mais aussi de l'action collective visant à sauvegarder les ambitions de l'Accord de Paris. Enfin, les problématiques abordées et les enseignements tirés de ce compendium serviront de références précieuses aux décideurs, professionnels du secteur et bailleurs de fonds désireux d'améliorer la gouvernance climatique. Il ne fait aucun doute que, pour obtenir des résultats significatifs, justes et durables, l'architecture de la finance climatique doit être transparente, participative et redevable et la société civile au cœur de cette démarche.

D'autres exemples des efforts engagés par les partenaires de la Green Accountability Platform sont disponibles à la fin du présent rapport (consulter l'annexe).



Photo: Efforts de plaidoyer à Juruá Brésil. Image reproduite avec l'aimable autorisation de Instituto Fronteiras.

Annexe

Vue d'ensemble des projets et des partenaires d'exécution de la Green Accountability Platform

PAYS	ORGANISATION	TITRE DU PROJET	POINT DE CONTACT	SITE INTERNET	RÉSUMÉ DU PROJET
Brésil	Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC)	Adaptation au climat au Brésil et lutte contre les inégalités	Sheilla Dourado sheilla@inesc.org.br	https://inesc.org.br/	L'INESC a contribué à renforcer la capacité des acteurs de la société civile à surveiller et influencer la gouvernance climatique, ainsi que l'affectation de ressources supplémentaires aux mesures d'adaptation.
	Associação Fiquem Sabendo	Transparence environnementale	Maria Vitória Ramos mariavitoria@fiquemsabendo.com.br	https://fiquemsabendo.com.br/	Fiquem Sabendo a créé une plateforme de cours en ligne autodirigés sur la transparence de l'information en matière environnementale, offrant ainsi une formation gratuite aux dirigeants communautaires, militants socio-environnementaux et communicateurs locaux dans tout le Brésil. Des recommandations ont ensuite été formulées visant à améliorer les portails de données publiques, et définir et structurer les données manquantes sur les questions environnementales.
	Instituto Fronteiras	Soutien multipartite aux projets volontaires REDD+ dans le bassin supérieur du Juruá	Karla Sessin Dialasco karla.dilascio@ifronteiras.org	https://ifronteiras.org/	L'Instituto Fronteiras a contribué à l'autonomisation des communautés locales de Juruá en mettant en place une plate-forme en ligne, ouverte et accessible à tous, pour faciliter l'information sur la finance climatique, les discussions sur le sujet et relayer les voix locales pour qu'elles soient entendues sur les scènes nationale et internationale.
	Centro Brasil no Clima (CBC)	Inclusion et financement du climat: Renforcement de la gouvernance climatique dans les États brésiliens	Raiana Soares raiana.soares@centrobrasilnoclima.org	https://centrobrasilnoclima.org/	Le CBC a dispensé des formations qui ont permis de renforcer les capacités en matière de finance climatique au sein des secrétariats des États, les forums étatiques sur le climat et le Fórum Brasileiro de Mudança do Clima (FBMC) pour améliorer leur efficacité et inclusivité.
	Associação Onça D'água	Voix de la Coalition des Tocantins pour la justice climatique: plaidoyer, communication et formation des jeunes pour la justice climatique et sociale	Genifer Cristina geniffer.cristina@gmail.com	https://www.oncadagua.org.br/	Onça D'água a facilité des activités de réseautage de la Coalition Tocantins Voices for Climate Justice et accru la visibilité et la capacité de mobilisation des communautés rurales et traditionnelles.
Mexique	Grupo de Financiamiento Climático para Latinoamérica y el Caribe (GFLAC).	Observatory of Climate Finance	Sandra Guzmán sguzman@gflac.org	https://www.gflac.org	Le GFLAC a assuré le suivi de la mise en œuvre de la taxinomie durable au Mexique et après avoir créé l'Indice de la finance durable, l'a transposé au niveau infranational pour générer plus d'informations et ainsi renforcer les mécanismes de transparence et l'accès aux données publiques sur le changement climatique au niveau des États mexicains.

PAYS	ORGANISATION	TITRE DU PROJET	POINT DE CONTACT	SITE INTERNET	RÉSUMÉ DU PROJET
Mexique	Espacio de Encuentro de Culturas Originarias (EECO)	Résilience climatique: Renforcer les communautés marginalisées au Mexique	zinnia Carranza tzinniacarranza@hotmail.com	https://eeco.org.mx/	L'EECO a travaillé en étroite collaboration avec divers acteurs et gouvernements à de multiples niveaux, via des espaces de participation et de coordination, à l'élaboration d'une stratégie d'inclusion des groupes vulnérables, leur permettant d'être parties prenantes à la préparation des politiques publiques et au renforcement de la gouvernance climatique.
	Causa Natura, A.C.	Renforcement de la gouvernance environnementale et climatique dans les aires naturelles protégées de Sonora	Ana Harumi Hayashida Carrillo anah@causanatura.org	https://causanaturacenter.org/	Causa Natura a contribué à améliorer la gouvernance environnementale de deux aires naturelles protégées dans le nord-ouest du Mexique, en mettant l'accent sur l'inclusion, l'équité dans une perspective de genre, la participation citoyenne, la transparence, la redevabilité et la viabilité financière.
	Transparencia Mexicana (TMX)	Mexique post-FONDEN: Refonte des mécanismes institutionnels de gestion des risques climatiques	Vania Montalvo vmontalvo@tm.org.mx	https://www.tm.org.mx/	Transparencia Mexicana a fourni des études et formulé des recommandations pour aider les gouvernements nationaux et infranationaux à accéder, en temps opportun, aux ressources de financement pour faire face aux urgences et catastrophes climatiques.
	Engenera	Réseaux communautaires de suivi du changement climatique et de la budgétisation sensible au genre	Beatriz Olivera Villa beatriz.olivera@engenera.org	https://engenera.org/	Engenera a renforcé les capacités d'analyse budgétaire des femmes autochtones et rurales, ainsi que des organisations locales, afin de leur permettre de participer à la prise de décisions en matière de financement climatique. Un Observatoire du financement public du climat a été créé au Mexique pour surveiller les dépenses et identifier les lignes budgétaires à l'appui de propositions de financement de l'action climatique.
Sénégal	Espaces de coproduction des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Enda ECOPOP)	Alliance concertée d'OSC pour un espace civique transformateur et durable en faveur de l'action climatique au Sénégal (ACCESS)	Djibril Mangane djibrilmangane@endaecopop.org	https://endaecopop.org/	Enda ECOPOP a contribué au renforcement des compétences d'une cinquantaine d'organisations et de dirigeants de la société civile pour leur permettre de mieux suivre la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gestion des écosystèmes de mangrove.
	Citoyens actifs pour la justice sociale (CAJUST)	Amplification de la voix des citoyens pour une mise en œuvre transparente, inclusive et équitable du Partenariat pour une transition énergétique juste au Sénégal	Demba Seydi dseydi@cajust.org	https://cajust.sn/	L'organisation CAJUST a mobilisé les acteurs communautaires, en particulier les groupements de femmes et de jeunes, les associations de personnes handicapées et les journalistes des radios communautaires, pour que leurs avis en faveur d'un plan de transition énergétique transparent et inclusif soient entendus et pris en compte.
	Action Solidaire International (ASI)	Projet de renforcement des capacités des acteurs de la société civile locale et des communautés visant à améliorer la redevabilité dans le cadre du financement de l'action climatique au Sénégal	Mamadou Barry mamadou.barry@action-solidaire.org	https://action-solidaire.org/	L'organisation ASI a contribué à éclairer les décisions de financement climatique, en réunissant les autorités publiques pour les inciter à œuvrer pour davantage de transparence et d'inclusivité, et en renforçant les capacités des OSC à suivre de près les opérations de finance climatique.

PAYS	ORGANISATION	TITRE DU PROJET	POINT DE CONTACT	SITE INTERNET	RÉSUMÉ DU PROJET
Sénégal	Fondation Budgit	Promouvoir la redevabilité verte au Sénégal : Simulation de données relatives au financement climatique dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement.	Amadou Samb budgitsg@budgit.org	https://senegal.budgit.org/	En préparant un budget vert simplifié, la Fondation Budgit a remédié au manque d'informations accessibles et transparentes sur les allocations de financement climatique aux secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.
	Association Diaoulé D'abord (A2D)	Promotion de systèmes de reddition de comptes inclusifs en matière de finance climatique afin de répondre aux priorités des femmes rurales vulnérables	Mamadou Toure diaouledabord@gmail.com	https://www.facebook.com/associationdiaouledabord/?locale=fr_FR	A2D a contribué au renforcement des compétences des femmes, à la prise en compte du changement climatique dans les politiques locales d'adaptation et d'atténuation, démontrant que l'utilisation des énergies renouvelables contribue à leur autonomisation économique et sociale.
Cameroun	Cercle international pour la promotion de la création (CIPCRE)	Plaidoyer pour le renforcement de la redevabilité verte des collectivités locales décentralisées au Cameroun	Dr. Mathieu Foka mathieu_foka@cipcre.org	https://cipcre.org/	Le CIPCRE a aidé six municipalités des régions de l'ouest, de l'est et de l'Adamaoua au Cameroun à adopter des mécanismes de redevabilité verte, en soutenant la préparation et la mise en œuvre de budgets participatifs climato-résilients ainsi que la participation des habitants à la gouvernance locale.
	Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD)	Renforcement de la participation des OSC et des PA-CL aux politiques et programmes climatiques au Cameroun, afin d'accroître la transparence et la reddition de comptes	Rodrigue Kouang rodrigue.kouang@saild.org	https://www.saild.org/	SAILD a soutenu l'implication des OSC, des populations autochtones et des communautés locales dans les processus d'élaboration des politiques et programmes climatiques au Cameroun en accordant une attention particulière à l'amélioration des connaissances, au suivi et au plaidoyer pour influencer la prise de décisions.
	Women for a Change (Wfac)	Renforcement de l'égalité hommes-femmes dans les actions de financement climatique au Cameroun	Dr. Zoneziwuh Mbongdulo-Wondieh zoneziwuh@gmail.com	https://wfaccameroon.org/	L'organisation Wfac a œuvré en faveur d'une plus grande égalité hommes - femmes dans les projets de financement climatique, en dressant une cartographie et en procédant à une évaluation des besoins, en particulier des femmes et des OSC, en les formant à la budgétisation sensible au genre, au suivi et à l'établissement de rapports sur les PNA et les CDN au Cameroun.
	Initiative communautaire pour un développement durable (COMINSUD)	Aide aux OSC pour inciter le conseil régional et les autorités municipales de Bamenda à renforcer la reddition de comptes dans la région du nord-ouest du Cameroun	Fon Nsoh cominsud_ngo@yahoo.com	https://www.cominsud.org/	COMINSUD a invité les principales parties prenantes – communautés locales, OSC, conseil municipal de la ville de Bamenda, membres de l'assemblée régionale du nord-ouest et fonctionnaires de divers ministères – à mieux comprendre et à utiliser les mécanismes de redevabilité verte et de gouvernance climatique afin que les populations de la région concernée puissent en tirer un bénéfice.

PAYS	ORGANISATION	TITRE DU PROJET	POINT DE CONTACT	SITE INTERNET	RÉSUMÉ DU PROJET
Cameroun	Action pour le développement durable (ASD)	Renforcement de l'action climatique locale au Cameroun: municipalités de Djoum et de Mintom	Genevieve Ndjiki Weladji genevievendjiki@gmail.com	https://www.asd.contact/	L'organisation ASD a contribué au renforcement de l'action climatique dans les communes de Djoum et Mintom, où elle a favorisé l'implication des acteurs locaux vulnérables, appuyé les autorités locales décentralisées et développé un mécanisme d'échange d'informations entre acteurs clés sur les enjeux climatiques.
Bangladesh	Fondation WAVE	Projet de renforcement de la gouvernance climatique avec une participation de la base au Bangladesh (SCGGP)	Anisur Rahman anisur@wavefoundationbd.org	https://wavefoundationbd.org/	La Fondation WAVE a appuyé la gouvernance climatique en renforçant la participation de la société civile, en sensibilisant les communautés, en améliorant les compétences des comités de gestion des catastrophes au sein des collectivités locales, tout en promouvant le rôle des médias et une meilleure coordination multipartite.
	Dataful	Academy for Bangladesh Climate Data	Polash Datta polash.datta@dataful.xyz	https://dataful.xyz/	Dataful a développé une plateforme conviviale de financement climatique en anglais et en bangla à l'intention des citoyens, des membres des collectivités, des décideurs et des journalistes au Bangladesh.
	WaterAid	Redevabilité verte climato-résiliente pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène	Partha Hefas Shaikh parthashaikh@wateraid.org	https://www.wateraid.org/bd/	WaterAid a créé une plateforme pour rendre le financement climatique WASH plus accessible et responsable, notamment en facilitant le dialogue entre les parties prenantes dans trois régions climatiques du Bangladesh.
	Bangladesh Environment and Development Society (BEDS)	Renforcement des capacités institutionnelles du groupe local d'entraide pour l'engagement de mesures climatiques transparentes, redevables et inclusives	Md Maksudur Rahman chief@bedsbd.org	https://www.bedsbd.org/	L'organisation BEDS a contribué au renforcement des capacités organisationnelles des groupes d'entraide et du partenariat entre les gouvernements locaux et les organisations de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plus d'une centaine de plans d'action climatique, pilotés localement, grâce à un engagement multipartite.
	Réseau participatif de recherche et d'action - PRAAN	Partenariats pour faire progresser l'action climatique menée localement au Bangladesh	Nurul Alam Masud nurulalam.masud@pm.me	https://praan.org.bd/	Le PRAAN a permis à deux institutions gouvernementales locales et à des groupements de citoyens des zones côtières au Bangladesh de mettre à jour et en œuvre des budgets et des plans publics climato-résilients, dirigés localement.



GLOBAL
PARTNERSHIP FOR
SOCIAL
ACCOUNTABILITY



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP



Photo: Lancement de la communauté de pratique sur les solutions vertes et bleues pour la gestion des zones humides. Images reproduites avec l'aimable autorisation d'Enda ECOPOP.



Contact

E-mail: civic@worldbank.org | info@southsouthnorth.org

www.thegpsa.org

www.thegpsa.org/civic/